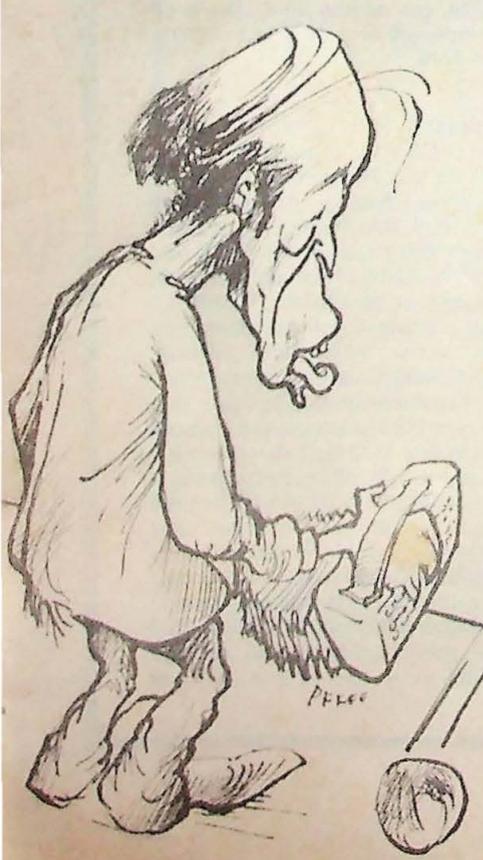


n° 720 — 4 F
du 25 NOV. au 1^{er} DEC. 76
nouvelle édition
HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ
PSU

tribune socialiste

dossier
Portugal: un an déjà



Direction politique :
Alain Tlemcen

Rubriques :

- OÙ va la France ? Léo Golberg,
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Luttes en classes : Stéphan Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay
- C'est aussi politique : Michel Acidant

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - Ch. Guerche - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot - M. Najman.

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Collaboration technique :

Max Pagis - José Sanchez

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin
9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :
566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :
Informatic-Press, Saint-Ouen

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?		
Charybde et Sylla vont en bateau. <i>F. Turquan</i>		P. 5
La « stratégie gradualiste » et le « seuil révolutionnaire ». <i>V Fay</i>		P. 6/7
Briser la chaîne		
Sidérurgie : Les patrons annoncent la couleur. <i>Y. Sparfel</i>		P. 8
Saint-Malo : SICNNA, le plus long conflit de France. <i>PSU St-Malo</i>		P. 9
Deffrenne : là aussi les Schlumpf... <i>G. Lamahieux</i>		P. 10
Notre dossier :		
Portugal		
« Comment une révolution peut disparaître... ». <i>Interview de J.-P. Faye, par J. Sanchez</i>		P. 11
Bonnes feuilles : Le Portugal d'Otelo, <i>J.-P. Faye</i>		P. 12/14
Injustice		
« Un procès ordinaire en URSS ». <i>M. Etienne</i>		P. 16
Lettre ouverte à un général		P. 17
La parole à		
« Espoirs et déceptions ». <i>Interview de P. Jalée, par Marc Echeverry</i>		P. 18/19
C'est aussi politique		
Paul Noirot : sans carapace. <i>M. Lay</i>		P. 21
Actualité de Chatterton. <i>D. Nores</i>		P. 22



courrier des lecteurs

Paroles de femmes cette semaine.

Les femmes ont pris la plume, bravo ! et cela nous fait chaud au cœur, rue Borromée.

« TS est le meilleur hebdo à l'extrême gauche. C'en est fini du basisme sordide, du populisme décadent. Enfin de la qualité, du dynamisme, du passionnant, de l'intellectuel, du précis, du lisible, du social. (...) Enfin des « camarades » qui n'écrivent plus pour leurs pairs, pour la classe politique, mais pour les « militants » en lutte » (...) Quelle dure entreprise que TS nous dis Sabine SORTHAT. ■

Oh oui, vraiment dure entreprise, car petits moyens hélas ! Mais toute vérité est bonne à entendre. Et cette passion pour le journal, nous la vivons chaque jour ! car... rien ne se fait bien sans passion ■

Marie LEMAITRE, de Paris, qui est une lectrice attentive de TS y prend un « vif plaisir ».

« ...Si j'ai, en particulier été heureuse de lire l'article concernant Michel Sardou, je l'ai été à nouveau bien davantage en lisant cette semaine les lignes plus que pertinentes écrites de la plume de Michel Etienne. Abolitionniste inconditionnelle de la peine de mort, je ne peux que me réjouir de voir votre hebdomadaire prendre une position si nette dans un problème qui devrait, depuis longtemps, faire l'objet de l'abolition de loi ». ■

Espérons que nombreux seront ceux qui vous suivront sur cette voie et cela, dans les hautes sphères de la politique et de la justice... ■

Merci aussi pour les précieux renseignements communiqués par notre correspondante à l'attention de nos lecteurs :

— Association Française contre

la Peine de Mort, 114, rue de Vaugirard, Paris 6^e.

— Institut national de Recherche et de Documentation pédagogique, 29, rue d'Ulm, Paris 5^e. ■

Paroles de militant : à Christian HERVE, du Fayet (Haute-Savoie), qui constate aussi que TS s'améliore... mais :

— trouve que l'on favorise trop le côté international et que des problèmes de société devraient être plus développés ;

— apprécie les récents dossiers régionaux ;

— aime l'humour agressif de C.M. Vadrot ;

— n'est pas trop sensible au théâtre et préférerait, lui, plus de place au cinéma, à la télé, aux disques et aux livres. ■

Oui, tout cela, nous en sommes conscients mais... mais... (le temps, les moyens, on ne va pas répéter tout ça chaque semaine !...). ■

Alice, qui de son petit village de province, est une « fidèle du PSU », nous écrit :

« Depuis de longues années, je lis TS. C'est dire que toute l'histoire de cet hebdomadaire m'est familière. Journal militant, trop compliqué pour lecteurs moyens... hebdomadaire qui est arrivé à une certaine lisibilité et compréhension, retour au bulletin militant... Enfin, depuis quelques mois, l'allure d'un magazine. Mais, connaissant l'histoire mouvementée et passionnante du PSU (j'en suis membre malgré des heures décourageantes), je connais toutes les difficultés rencontrées... Et j'apprécie aujourd'hui les aspects positifs : dossiers sur l'Afrique du Sud, le passionnant interview de Richard Demarcy... Mais une lettre ne doit pas être un catalogue d'auto satisfaction... et il y a quand même des petites lacunes » ■



solidarité

Le 29 novembre s'ouvrira devant le tribunal correctionnel de Bordeaux le premier procès d'opposants au programme nucléaire. Il s'agit de quinze agriculteurs et membres des comités antinucléaire inculpés au titre de la loi anticasseur pour leur participation à des manifestations à Braud et Saint-Louis les 10 et 11 mai 1975.

359 personnes ont écrit au juge pour demander à être inculpées puisqu'elles étaient aussi présentes aux manifestations. La justice n'a même pas daigné interroger ces personnes, montrant ainsi qu'il s'agit dans cette affaire de réprimer un mouvement profond de la population et non de rendre justice.

Une quinzaine de témoins viendront illustrer les divers dangers des centrales nucléaires : pollution, spoliation des terres, répression policière, centralisation à outrance, etc. Parmi ces témoins notre camarade Michel Mousel, secrétaire national, viendra apporter le témoignage du PSU, seul parti ayant pris nettement position contre le programme nucléaire.

Témoins et inculpés se changeront en accusateurs. C'est en état de légitime défense qu'ils ont agi pour défendre leur droit à une vie sans pollution, pour défendre leur santé et celle de leurs enfants, pour défendre leurs libertés face à la société policière répressive qu'implique l'option nucléaire.

Soutenez ces camarades en venant nombreux assister au procès le 29 novembre 1976 à 14 h à Bordeaux. ■

Pour le soutien de cette lutte adressez vos dons à Jean-Marc Raynaud CGE Aliénor d'Aquitaine 17480 Le Château-d'Oléron. CCP 4920 66 Y Bordeaux

éditorial

donner un coup de collier

LEX-MAJORITE présidentielle vient de subir un nouveau recul. Bien que le caractère « partiel » de ces élections déforme quelque peu les résultats, on a assisté à une sorte de répétition générale dont il est important de tirer les enseignements avant la grande première.

Au sein du bloc politique au pouvoir, c'est la droite qui résiste le mieux et Chirac se sent plus que jamais à l'aise pour lancer son rassemblement populiste-autoritaire. Que cela permette de l'identifier encore mieux comme adversaire est évident, même si nous n'avons pas attendu la dernière consultation pour en être convaincus ; mais des voix s'élèvent pour déclarer que c'est le principal adversaire de la gauche. Est-ce que, avec cette simplification apparemment innocente, on ne relèguerait pas Giscard (et le plan Barre) à l'arrière des préoccupations ?

Il ne faudrait pas laisser croire, parce que Giscard se trouve dans la situation qui a inspiré la semaine dernière à Libération l'un de ses meilleurs titres, et parce qu'il paraît accumuler les maladresses, qu'il est moins dangereux que son ancien Premier ministre ; il s'agit simplement d'un autre danger, accentué par Chirac lui-même. La place que celui-ci redonne à l'UDR restreint considérablement l'espace nécessaire à l'hôte de l'Élysée pour manœuvrer à sa guise ; chaque position reconquise par le gaullisme va pousser Giscard à ne plus pouvoir envisager l'objectif nécessaire à sa survie — gouverner « au centre » et casser les blocs — que dans le cadre d'un compromis avec une partie de la gauche, et cela même s'il se bat tactiquement contre elle avant les élections.

OR, cette tentation d'aller vers le centre se manifeste aussi à gauche. On la voyait bien apparaître dans les déclarations avant les élections ; elle a peut-être marqué des points dans les urnes, puisque le PS est apparu capable de récupérer une partie de l'électorat centriste ou giscardien, rassuré par un parti de gouvernement qui tient à lui donner des gages. Si, par-dessus le marché, on ménage Giscard par rapport à Chirac, il y a là une dynamique particulièrement dangereuse.

Pourtant, elle n'est pas inéluctable. D'abord, l'électorat ouvrier ne paraît pas aussi marqué d'héliotropisme à

l'égard du PS qu'on veut bien le dire : le PCF, malgré l'échec final, enregistre un joli résultat dans les Yvelines ; surtout, il n'est pas évident que cet électorat se soit senti assez mobilisé et motivé à l'égard de cette consultation, et il n'est pas exclu que nous ayions nous-mêmes fait les frais d'une certaine morosité devant des perspectives que les principaux partis contribuent à rendre floues.

Sans doute est-ce paradoxal, mais explicable. Nous nous efforçons d'apporter aujourd'hui, parce que nous estimons qu'il est indispensable de s'y préparer, des réponses à des questions que les masses vont surtout affronter demain. Nous devons plus que jamais préciser ces réponses sur les points les plus brûlants comme les nationalisations, les rémunérations et les prix, les institutions, la politique internationale, avec le souci de faire apparaître à chaque fois comment ils exigent une mobilisation et une organisation autonome des travailleurs.

NOUS constatons que le courant politique autogestionnaire ne peut trouver une assise de masse sans définir et mettre en pratique une politique d'unité avec l'ensemble de la gauche. Mais nous n'avons pas pu encore en donner de démonstration. Nous devons donc, à plus forte raison, la rechercher pour les prochaines municipales.

Nous savons que ce courant peut s'unifier si l'on en recherche progressivement la convergence politique, en respectant les rythmes propres de chacune de ses composantes. Mais ce respect ne doit pas servir d'alibi à un attentisme contradictoire avec les engagements pris lors des états généraux. Dans plusieurs départements — surtout dans la moitié Sud de la France — des expériences diversifiées de rapprochement et d'actions communes s'opèrent. Elles doivent se généraliser.

Bref, les résultats des élections — y compris les nôtres — ne doivent pas nous inciter à attendre des jours meilleurs, ou à nous replier sur nos débats internes préférés, mais à aller de l'avant dans tous ces domaines où nous nous préparons à assumer nos responsabilités politiques.

Michel MOUSEL ■

humeur:

encore 100 000 chômeurs et on commence

Chirac, d'Ornano et les gugusses qui amusent nos journaux ayant éternué dessus l'une de leurs platitudes coutumières, on ne parle déjà pratiquement plus de notre million (nouveau) de chômeurs. Faut dire que l'on est pas doué en France : *France-Soir*, *Le Figaro* et les autres feront des titres à répétition, c'est promis, quand nous aurons battus tous les records d'Europe, quand enfin nous serons les premiers, quand enfin c'est nous qu'on en aura le plus.

Fasse le ciel que même dans *TS* les chômeurs ne passent pas rapidement à la trappe. Comme les écologistes qui ont le mauvais goût de se parer des plumes perdues par le PSU.

Pardon ! je me suis trompé de chronique.

Je disais donc que les chômeurs sont en passe de devenir un monument national que l'on côtoie sans plus le remarquer tant qu'il n'a pas été repeint pour les nécessités d'une campagne.

Mais que l'on se rassure : Ceyrac, Durafour (mais si, il est encore ministre) et les autres sont en train de travailler comme des fous pour que la France puisse bientôt s'enorgueillir d'être à la pointe du combat capitaliste. 500 par-ci, 50 par-là, 2 000 un peu plus loin, tout ce que la France compte comme têtes tricolores et pensantes s'active déjà à nous paufiner un joli total, bien rond, bien gras, avec description des malheurs anglais pour fou-

tre encore un peu plus la trouille aux travailleurs et aux électeurs.

Une trouille structurelle.

Pour maintenir ou changer les structures, c'est selon. Car faut dire qu'ils vont rendre service à tout le monde ces chômeurs. Ils vont freiner les grèves, faire réfléchir ceux qui réclament des augmentations de salaires, réduire un peu la consommation mais pas trop, servir à faire des effets de manche, entretenir le mécontentement à peu de frais et de manifestations.

Ça doit drôlement les reconforter les hommes et les femmes qui attendent les huissiers de se savoir utiles à tant de gens à la fois, de faire l'objet d'une telle sollicitude cachée ou avouée.

Ces chômeurs, s'ils n'existaient pas il faudrait les inventer et les entretenir jusqu'en 1978.

Mais qu'ils prennent garde : si les élections de mars prochain prouvaient par malheur qu'ils ne servent pas à grand-chose, ils vont devoir se remettre au boulot et abandonner toute chance de dammer le pion avec ces faux-jetons d'Anglais.

J'exagère ? Oh... si peu.

C.M. VADROT ■

pris à la source

Paris je t'aime

Loin d'être finie, la bataille pour la mairie de Paris fait rage. Le chœur des courtisans de l'Élysée, comme tout cœur de ce type, se joue dans les loges et les coulisses, plutôt que sur le devant de la scène.

Il y a d'abord un problème de tenors et de divas. Après avoir fait l'inventaire du personnel de la troupe, Giscard d'Estaing s'était rendu à une évidence, il n'y avait au Conseil Municipal de Paris, pas le moindre chanteur capable de tenir correctement la partition. A plus forte raison de créer un nouveau rôle.

Il fallait donc chercher ailleurs, et sinon renvoyer les choristes (Dominati comme de la Malene, Bas comme Bernard Lafjay) en tout cas les prier d'accorder leur voix, de faire les vocalises nécessaires pour mieux valoriser le chanteur vedette.

Cela était d'autant plus nécessaire qu'à l'opéra régional (le conseil régio-

nal de l'Île de France), l'orchestre était en pleine débandade.

Son directeur, Michel Giraud, avait eu droit au pupitre, parce qu'ayant fait ses études au conservatoire de l'UDR, mais aussi parce qu'il se faisait fort d'associer activement à la préparation du répertoire le premier trombone communiste, et tout le pupitre des violonistes socialistes. Griotte-ray, qui estimait que le conservatoire RI, était aussi qualifié que celui de son concurrent, fit des pieds et des mains pour qu'il en fût autrement. Il n'y réussit pas, mais obtint qu'on lui donne la trésorerie de l'orchestre, et qu'en même temps le ténor ou la diva, qui jouerait à l'Opéra de Paris, soient engagés, sur un seul critère : que l'oreille musicienne de l'hôte de l'Élysée soit charmée.

Cela fut admis, et d'autant plus confirmé, que devant le refus de collaboration des musiciens commu-

nistes et socialistes, Michel Giraud cherchait à obtenir le concours d'une contrebasse corrézienne, à qui le plus grand avenir était promis. Fureur des parisiens.

On en était là, quand on décida de presser le mouvement. Le doyen des deux troupes Olivier Guichard, chercha à résoudre le problème. Deux noms lui parurent possibles : Simone Veil, et Michel d'Ornano, qui avaient déjà fait leurs preuves sur les théâtres nationaux.

Simone Veil, refuse tout net. C'était donc Michel d'Ornano qui allait être proposé.

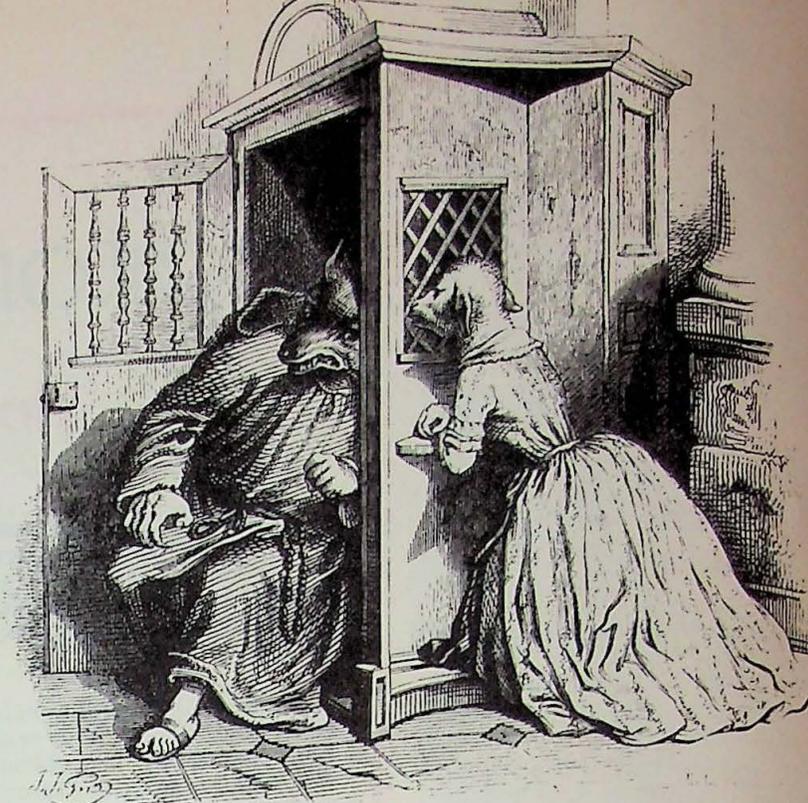
Le chœur des barbouzes faillit s'en étrangler de rage. Ce n'était pas seulement parce qu'on avait été chercher ailleurs, un chanteur mondain, tout juste capable de tenir des soirées de casino élégants mais aussi parce que

on allait lui donner des moyens, qu'il n'avait jamais eus.

Dès lors, ce fut la guerre, la menace de grève sur le tas, l'apparition à la télévision d'une chorale faisant des couacs express, et refusant de chanter la même symphonie que l'orchestre.

Giscard d'Estaing, consulte bien M. Libermann, l'administrateur du véritable Opéra de Paris, mais celui-ci a déjà suffisamment de soucis avec les risques de grève de son propre ballet, le premier du monde disait-on autrefois, pour se mêler de ces affaires d'amateur.

Bref, que le lecteur me pardonne, cette sortie n'est pas née de mon imagination, mais de la relation exacte, de ce qui se déroule entre RI et UDR, autour de la Mairie de Paris.



Lip : affaire non classée

COLLECTIF

vient de paraître à syros dans la collection points chauds

232 pages - 21 F

Mais qu'ont-ils donc à dire, ces Lip, que nous ne sachions pas ? Beaucoup.

Lip : affaire non classée dresse un tableau vivant d'une lutte souterraine qui dure depuis huit mois.

Un livre dans lequel les Lip ont la parole et qui replace cette « seconde affaire » dans le cadre du conflit victorieux de 1973. Le lecteur apprend comment ces hommes, ces femmes, qui ont tenu la France en haleine de longs mois durant, ont dû, dans l'ombre, se battre encore avec acharnement afin que le dernier des leurs soit réintégré, en dépit des pressions constantes d'un patronat hargneux, teigneux et préférant voir claquer une branche industrielle entière plutôt que d'assister à la consécration d'une victoire ouvrière.

Lip : affaire non classée, c'est aussi l'histoire racontée, avec vie, avec

humour et toujours passionnément de ce nouveau conflit qui oppose neuf cents travailleurs et le pouvoir central. Un pouvoir qui joue le pourrissement. Mais les Lip sont patients. Ils construisent leur lutte avec obstination. Leur sens inventif, le lecteur en prendra note, ne s'est pas émoussé. Ce livre est aussi une analyse très sérieuse et fort documentée de la branche horlogère dans l'industrie française et dans le monde... Un livre qui pose également des jalons de réflexion sur les différentes stratégies ouvrières. Avec lucidité. Un livre dur, parfois, mais qui fait réfléchir.

Pour un militant, pour qui s'est, tant soit peu, intéressé à Lip, impossible d'ignorer cette contribution des Lip.

A lire absolument.



ent au ch

Agence

ent

iente Ré

le, soit à l'Age dans l'enceinte

Syros

où va la France?

Charybde et Sylla vont en bateau

Pendant que François Mitterrand et Michel Rocard se préoccupaient de gagner l'estime du patronat, Jacques Chirac entamait la reconquête des positions perdues depuis deux ans par l'UDR.

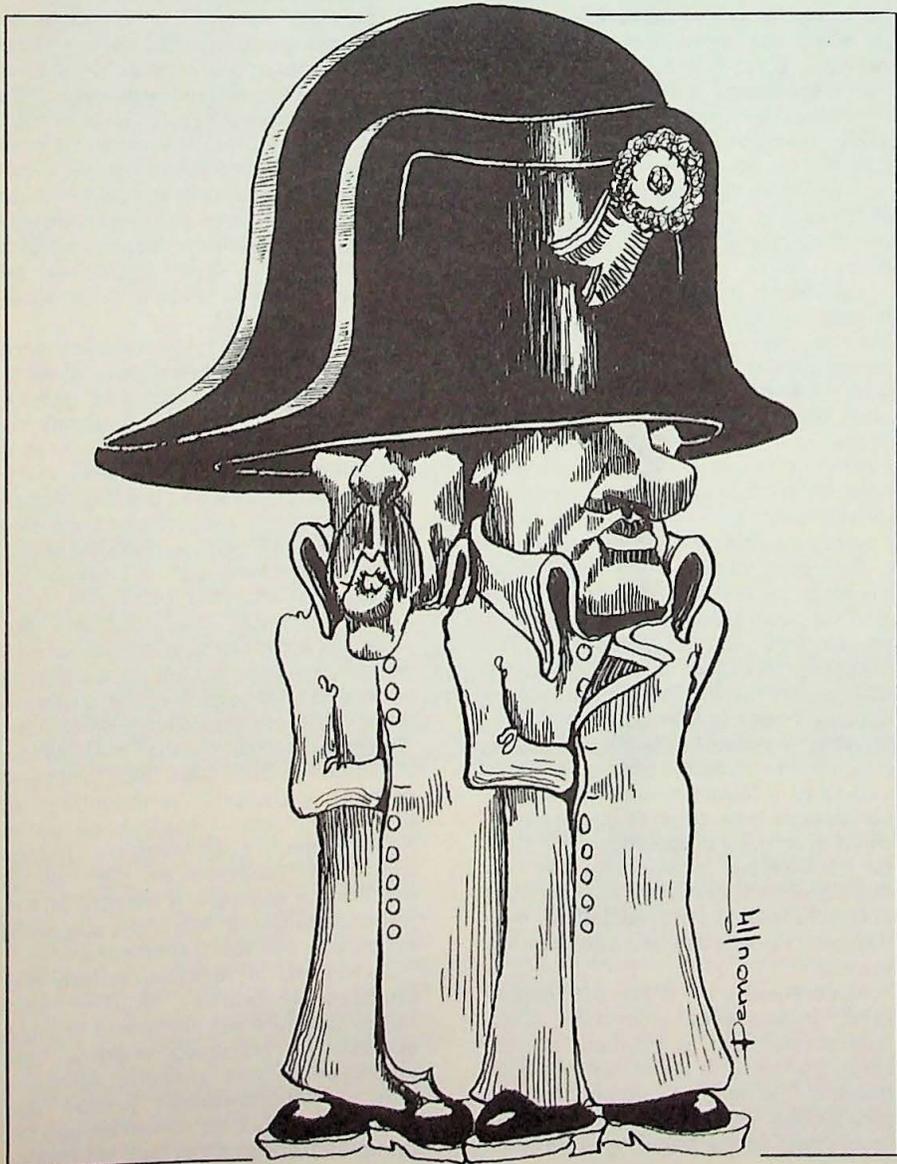
Ces deux faits illustrent fort bien le phénomène qui marque la vie politique française depuis plusieurs semaines : le centre de gravité des deux coalitions en présence se déplace vers la droite, tandis que la gauche gomme les aspects les plus audacieux de son programme pour capter une partie de l'électorat centriste, on assiste, au sein de l'actuelle majorité, à une redistribution des influences jouant au profit de l'UDR, qui tend à retrouver son rôle des années 1968-73.

Ce renouveau du Parti gaulliste, pourtant affaibli par la perte de la présidence de la République et usé par les scandales du temps « des copains et des coquins », peut surprendre. Après la déroute de Chaban-Delmas en 1974, certains observateurs ont

pu pronostiquer la fin de ce « phénomène gaulliste » prépondérant dans la vie politique française depuis 1958 et l'intégration de ses résidus parlementaires, soigneusement épurés, dans une droite restructurée par Giscard d'Estaing et ses acolytes.

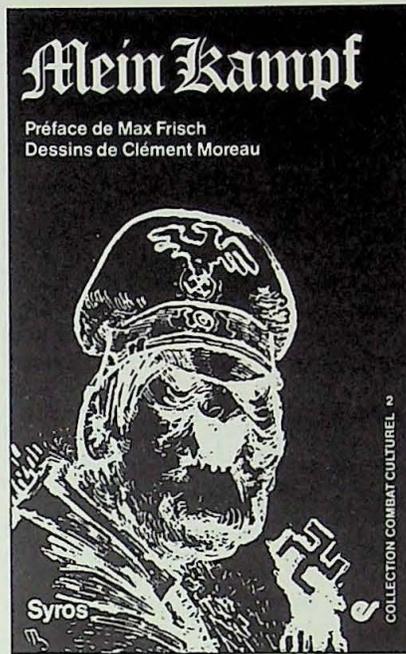
Cette prévision présentait trois graves défauts : elle tirait trop de conclusions définitives d'un événement politique important, mais non pas décisif (l'élection présidentielle de 1974) ; elle ne tenait pas compte des traditions et des données structurelles de la droite française ; enfin elle ne prévoyait pas les modifications du rapport des forces que ne manquerait pas d'apporter, au sein de la droite, l'ouverture d'une crise économique profonde et durable.

Pour beaucoup de gens, à droite



vient de paraître
aux éditions Syros

dans la collection
« combat culturel »



Clément Moreau est né en Allemagne, en 1903. Son engagement social l'oblige à l'exil, en Argentine. Là, il rencontre, entre autres, le « Che » et Pablo Neruda. En 1936-1938, il publie des dessins dont les légendes sont des phrases tirées de « Mein Kampf » — d'où le titre du livre publié par Syros. Ces dessins lui valent d'être traîné en justice par l'ambassade d'Allemagne. Celle-ci perd le procès, mais déçoit l'auteur de sa nationalité. Aujourd'hui, il vit en Suisse, n'ayant pu retourner en Argentine depuis la dictature militaire.

Brecht collectionnait les caricatures anti-hitlériennes de C. Moreau. Il semble que la pièce « La résistible ascension d'Arturo Ui » ait été inspirée par ces caricatures.

Comme l'écrit Max Frisch dans sa préface, Clément Moreau nous invite à apprendre « à lire ce que nos « sauveurs » écrivent ».

Avis aux dessinateurs : qu'ils nous proposent une mise en pièces de « Démocratie française », et Syros la publie. ■

mais aussi à gauche, l'élection de Giscard d'Estaing à la présidence pouvait aboutir à une redistribution générale des cartes dans le système politique français. La fin de l'Etat-UDR, l'émergence d'une confédération du centre et de la droite libérale, dont n'eussent été exclus que les débris indécrottables du gaullisme orthodoxe (à la Debré), devaient conduire à la fin de l'affrontement entre blocs monolithiques existant jusque-là et à la dissociation de l'union de la gauche : le PS, l'eût-il voulu, ne pouvait plus en effet se dégager de cette alliance sans ruiner son effort d'implantation ouvrière, marqué notamment par les assises du socialisme et la conquête de positions importantes au sein de la CFDT.

Ainsi la perspective du centre-gauche s'est trouvée éloignée. Eloignée, mais non pas anéantie : simplement elle ne peut plus être envisagée que dans l'au-delà de l'horizon 1978, dans l'hypothèse de l'échec d'une expérience gouvernementale d'union de la gauche suivie par une rupture entre le PS et le PCF. C'est du reste le maintien par Giscard de cette hypothèse de défaite à court terme (1978) puis de replâtrage à moyen terme qui est à l'origine de la rupture avec Chirac.

Bien qu'il ait en 1974 soutenu Giscard contre Chaban-Delmas (considéré comme un cheval perdant), bien qu'il ait donc joué à cette époque la défaite de son propre parti, il est peu probable que Chirac ait jamais partagé la vision politique giscardienne.

La stratégie de Chirac n'a jamais été, et n'est pas, sa seule stratégie personnelle : elle doit être analysée comme celle d'une équipe, mise en place par Pompidou, et comme celle de Pompidou lui-même, c'est-à-dire du plus habile politicien produit par la V^e République. Il ne fait guère de

doute que, dans cette stratégie, Giscard n'a jamais été autre chose qu'un mal provisoire, un régent assurant l'interrègne entre Pompidou et Chirac, encaissant les coups de la gauche et surtout des travailleurs, incapable d'y faire face, laissant s'instituer une menace de chaos (c'est toujours grâce à cette menace que la droite a pu imposer sa domination depuis 1958), puis restituant le pouvoir à ses légitimes détenteurs, c'est-à-dire aux tenants de la droite autoritaire, conservatrice, structurée.

Jusqu'à présent, rien n'est venu contredire cette stratégie. Malgré ses réformettes adaptant la morale officielle et la loi à l'évolution de la société, Giscard n'a pas mordu sur l'électorat de la gauche. A l'inverse, il a perdu une partie de son influence sur son propre électorat, sur sa fraction la plus réactionnaire. La valse hésitation de sa politique économique (austérité - relance - austérité) ne lui a pas permis de limiter les dégâts face à une crise qui de toutes façons dépasse le cadre français ; cette politique n'a ni réduit les effets de la crise sur les conditions d'existence des travailleurs, ni contenté le patronat dont l'objectif fondamental est un régime cumulant le libéralisme des prix et le blocage des salaires.

En éliminant Chirac, en le « privant » de ses fonctions gouvernementales, Giscard a fait une nouvelle erreur politique : c'est une grave faute tactique, d'ailleurs dans une large mesure provoquée par Chirac et la fronde (en partie orchestrée, en partie spontanée) de l'UDR sur l'imposition des plus-values, et qui répète celle commise par de Gaulle lorsqu'il évinça Pompidou, l'artisan du raz-de-marée UDR de juin 1968, au profit du malencontreux Couve de Murville. Giscard laisse désormais Chirac intervenir sur le terrain qu'il a lui-

même abandonné en affichant son « libéralisme » et en faisant des appels du pied à un PS qui préfère jouer sa propre carte. Chirac peut désormais jouer librement sur ce terrain du conservatisme, de l'ordre social et moral, qui n'est pas seulement, en termes sociologiques, celui de la grande bourgeoisie — bien au contraire ! C'est surtout celui de la petite bourgeoisie traditionnelle, d'une bonne partie des cadres, de la majorité de la paysannerie, c'est-à-dire d'une masse électorale très importante en France.

Quand on ajoute à cela le fait que Giscard est jugé peu sérieux, voire inquiétant, par une grande partie du patronat (numériquement majoritaire au sein de celui-ci : gros artisans, commerçants en gros, PME), exaspéré par le blocage des prix, on s'aperçoit que les atouts dont il dispose se réduisent progressivement à un seul, l'exercice des fonctions de président de la République. Cet atout est, il est vrai, décisif dans le cadre des institutions actuelles ; il devrait, additionné aux préoccupations purement électorales, exclure l'hypothèse d'une rupture publique au sein de la coalition majoritaire.

un rassemblement hétéroclite

Mais il est contrebalancé par ce qu'on m'excusera d'avoir appelé les « données structurelles » de la droite

française, c'est-à-dire, en termes plus clairs, la coexistence, au sein de celle-ci, de rassemblements hétéroclites de notables traditionnels et d'un parti structuré et encore doté d'une certaine base « populiste » sinon populaire.

Si l'UDR, malgré ses tares, malgré l'échec de 1974, malgré l'usure du pouvoir et les scandales, n'a pas été électoralement supplantée par les autres formations politiques de la majorité, c'est que celles-ci, à des degrés divers, ne représentent que des avatars de la vieille droite « modérée », qui n'a jamais été capable ni de s'unifier, ni de s'imposer par son poids électoral et n'a pu triompher que par des combinaisons parlementaires requérant le soutien d'une partie de la gauche. En période de crise (et nous sommes dans une de ces périodes !), cette vieille droite n'a pu tenir en échec le mouvement ouvrier qu'en abandonnant la conduite des opérations et la direction de l'Etat à cette autre droite, musclée, petite bourgeoisie dans ses origines et en partie populaire dans son audience, bonapartiste hier, gaulliste aujourd'hui.

La bourgeoisie a toujours eu, grâce à cet état de fait, deux fers au feu, en fonction des situations et des échéances fixées par la lutte des classes. L'une de ces tendances paraît aujourd'hui en mesure de s'imposer. Reste à savoir si l'Union de la gauche sera capable de la battre d'abord — et ce sera plus difficile à

faire que de venir à bout du « libéralisme avancé » — et d'éviter ensuite de se laisser enliser dans les sables mouvants de la collaboration avec les plus conciliants de ses anciens adver-

saires... Mais seuls les travailleurs seront en mesure de régler cette question.

François TURQUAN ■

la « stratégie gradualiste » et le « seuil révolutionnaire »

« Tout est possible », s'est écrié Marceau Pivert après la victoire du Front populaire en 1936. « Tout n'est pas possible », lui a répondu Maurice Thorez. Une probable victoire de la gauche pose la même question. Tout n'est pas possible dans l'immédiat, écrit Gilles Martinet (1), mais un certain seuil de l'évolution devrait être franchi en quelques semaines ou mois.

Aussi pourrait être tracée « une stratégie originale qui tend à développer une pratique réformiste à partir d'un fait révolutionnaire ». C'est « la perte par le grand capitalisme privé de son actuelle position de prédominance », c'est-à-dire la nationalisation d'un groupe d'entreprises industrielles et bancaires, qui créerait ce « fait révolutionnaire ». Elle serait complétée par la « décentralisation des pouvoirs » et « l'exercice par les salariés d'un contrôle sur les conditions de l'organisation de leur travail ».

« Le reste ne pourra évidemment s'accomplir en quelques mois... Il faut les situer dans l'épaisseur du temps... se demander dans chaque cas combien d'années seront nécessaires pour les accomplir ». La différence entre la « stratégie gradualiste de l'union de la gauche et les stratégies réformistes classiques » consisterait dans l'existence de ce « seuil » que l'auteur qualifie de « révolutionnaire ».

Arrêtons-nous sur ce seuil pour mesurer sa hauteur. La nationalisation de sept grandes firmes ne sera pas étendue, comme le prévoit le programme commun, sur la demande des travailleurs. Un contrat a été conclu, il sera honoré, a déclaré Mitterrand. Il ne suffira pas qu'une telle demande soit valable pour qu'elle soit satisfaite. Il faudra encore que le gouvernement le propose et que le parlement le vote. La proposition de la CGT de nationaliser la sidérurgie et l'industrie automobile a été fraîchement accueillie par le Parti socialiste, nettement récusée par les radicaux de gauche.

Nationaliser, ce n'est pas exproprier, même avec indemnité. C'est tout simplement, a expliqué Mitterrand, transformer les actions en obligations. Comme la plupart de ces entreprises camouflent leurs bénéfices réels et ne paient que de mai-

gres dividendes, cette transformation assurerait aux détenteurs des obligations un revenu fixe, même en cas d'exploitation déficitaire.

Quant au reste, l'économie du marché sera maintenue et la concurrence restera, malgré l'extension de la planification, le principal régulateur de cette économie (Rocard). En présence d'un secteur privé, qui restera prépondérant, le mouvement des capitaux ne sera pas contrarié, ni le jeu de la Bourse des valeurs. Rien n'empêchera les obligations des entreprises nationalisées d'être négociées au cours établi en fonction de leur rentabilité.

Le contrôle par les salariés sera limité aux « conditions et à l'organisation de leur travail ». Progrès, certes, par rapport à la toute puissance du patronat français, mais ne portant pas atteinte à ses prérogatives essentielles c'est-à-dire à la propriété capitaliste privée. Les précédents des usines Fiat et Pirelli en Italie, de Volvo en Suède, le montrent à l'évidence.

Les nationalisations ne seront ressenties comme une conquête ouvrière qu'à condition que les entreprises en question soient soumises au contrôle ouvrier concernant non seulement « les conditions et l'organisation du travail », mais leur gestion technique et financière, leur fonctionnement, y compris l'embauchage et le licenciement. L'expérience de la Régie Renault, positive au plan industriel mais négative au plan de la démocratie ouvrière, a montré que la nationalisation en soi n'est pas prise en charge par les travailleurs.

A fortiori, le fonctionnement des banques nationales, toujours soumises aux intérêts du grand capital, soulève la méfiance méritée des employés et des usagers. Ajoutons que la nationalisation prévue des banques privées ne concerne que les banques françaises et que les filiales

LIBRAIRIE

Liste n° 8

« LE PETROLE » EDITIONS ALAIN MOREAU

- DOSSIER « R »
Comme Racket pétrolier
C. de Brie - M. Etienne - M. Mousel - F. Turquan
et la commission économique du PSU 39,50
 - LES SEPT SŒURS
A. Sampson
Exxon - Shell - Texaco - Mobil
BP - Socal & Gulf
Prix international de la presse 1976 54,00
 - LE COMLOT PETROLIER
Philippe Simonot 36,00
- Prix réel ... 129,50

NOTRE PROPOSITION : F. 115,00 FRANCO

Adresser commande & règlement à :
EDITIONS SYROS, 9, rue Borromée, 75015 PARIS, CCP 19 706 28 Paris

des banques étrangères opérant en France ne sont pas visées; qu'en outre deux groupes industriels, figurant sur la liste des nationalisations, en ont été exclus, parce qu'ils ont été absorbés entre-temps par des entreprises multinationales.

Quant à la « décentralisation des pouvoirs », de quels pouvoirs s'agit-il ? Peut-on en parler au pluriel ? N'existe-t-il pas un pouvoir global qu'on peut en effet décentraliser, mais qu'on ne peut pas abolir, ni même affaiblir, sans s'attaquer aux institutions, supprimer le monopole de l'information, transformer de fond en comble la justice, la police et l'armée ?

S'approcher du modèle anglo-

Tels sont les seuils, qui, une fois franchis, permettraient d'appliquer durant des années la stratégie gradualiste en développant une pratique réformatrice. Il faudrait que les travailleurs s'en contentent et qu'ils acceptent, comme les partis social-démocrates des autres pays occidentaux, l'austérité rendue selon Martinet inévitable par la mauvaise gestion de la bourgeoisie. Seuls les revenus les plus bas pourraient être revalorisés dans l'immédiat; les autres ne le seraient qu'après le redressement de la situation économique, l'accroissement de la rentabilité et des investissements.

Après plusieurs années « viendront non seulement les temps des

vailleurs français ont intégré dans leur patrimoine. Les événements de Hongrie et de Pologne, ceux de la Révolution culturelle en Chine, montrent, dans un autre registre, que certains bonds en avant ne renforcent pas mais affaiblissent et ébranlent les « bureaucraties totalitaires ».

Sans rupture préalable avec le mode de production capitaliste, prévoir des réformes graduelles, réparties sur plusieurs années, c'est renoncer en fait aux réformes de structure et se contenter de l'aménagement de la société existante.

Comment peut-on compter sur la docilité des travailleurs, alors que l'expérience leur a appris que seule la pression populaire permet d'arracher des concessions aux maîtres du régime. Les réformes de structures se font à chaud ou ne se font pas ! Les « pauses » de 1937-38 en France et en Espagne l'ont tragiquement prouvé.

C'est un moratoire des paiements pour les chômeurs; la création d'emplois dans le bâtiment, les transports, la santé, l'enseignement; la réduction à 35 heures de la semaine de travail; l'avancement à 60 ans de l'âge de la retraite, la refonte de la fiscalité

tés innombrables que rencontrerait un gouvernement de gauche s'il entendait appliquer les mesures qui, même sans porter atteinte aux assises du régime, entameraient tant soit peu l'immensité de la fortune acquise et des revenus du capital...

La « stratégie gradualiste » rencontrerait d'autant plus vite le refus des travailleurs que les inégalités de fortune sont plus grandes en France, le pouvoir d'achat moins élevé, les rythmes de travail plus intensifs que dans d'autres pays occidentaux. Les travailleurs français ont moins profité de la bonne conjoncture et ont souffert davantage de la crise que leurs homologues britanniques ou ouest-allemands.

Leur demander, dans ces conditions, des sacrifices de longue durée, alors que risquent de s'avérer illusoires les mesures touchant au capital et à ses revenus, serait leur imposer un marché de dupes. Ce n'est pas en commençant par freiner les revenus du travail et en promouvant la rentabilité du capital que le gouvernement de gauche gardera la confiance et le soutien des travailleurs.

Quand il frappera effectivement la fortune acquise et les gros revenus; quand il s'attaquera efficacement à la fraude fiscale; quand, par de sévères pénalités, pouvant aller jusqu'à la confiscation et au séquestre, il s'opposera à la fuite des capitaux, autrement dit, quand il fera payer à la bourgeoisie les frais de la crise, alors et alors seulement il pourra demander, et peut-être obtenir, le consensus prolétarien au ralentissement de la croissance des revenus salariaux. Croire que la référence à une situation économique obérée et à une prétendue solidarité nationale ferait patienter ceux qui manquent de moyens pour nourrir, vêtir et loger eux-mêmes et leur famille, serait illusoire.

Evoquer l'exemple des autres pays occidentaux ne serait pas plus efficace. Les travailleurs français ont une tout autre tradition que ceux des pays où la social-démocratie a pu obtenir de la bourgeoisie d'importantes concessions. La situation en France est fondamentalement différente. S'il y a un pays où un bond en avant s'impose, c'est justement la France où rien n'a jamais été obtenu graduellement, où la moindre réforme a toujours été arrachée de haute lutte et aussitôt reprise quand le rapport des forces changeait en faveur de la bourgeoisie.

Gilles Martinet revient, en le précisant, à son ancienne conception de « réformisme révolutionnaire ». Ce faisant, il la rend encore plus irréaliste. Ce n'est pas la « stratégie gradualiste », nouvel avatar du réformisme classique, qui permettrait aux travailleurs d'imposer à la bourgeoisie les frais de la crise et les réformes de structures qui ouvriraient le chemin du socialisme.

Au risque de nous répéter, disons que le « réformisme révolutionnaire » n'a jamais existé et que les réformes ont toujours le sous-produit de la lutte de classe des travailleurs.

Victor FAY ■

(1) Le Nouvel Observateur, p. 56-57, n° 625, 30 octobre 1976.



Photo Tribune socialiste

saxon, desserrer les contraintes d'une administration centrale omniprésente serait un progrès par rapport à la « société bloquée », dans laquelle nous vivons. Une telle réforme ne met pas en cause l'Etat bourgeois, peut même améliorer son fonctionnement. Giscard et Guichard l'ont bien compris, en présentant leur propre projet de décentralisation administrative, sachant d'avance que le pouvoir des véritables centres de décision ne serait pas entamé.

réformes mais aussi celui des expérimentations ». Car la gauche doit se garder des « fameux bonds en avant qui font finalement le jeu des bureaucraties totalitaires ». Le terme « bond en avant » fait aussitôt penser à l'expérience chinoise. C'est rétrécir singulièrement sa portée. La Commune de Paris a été un fameux bond en avant par rapport au second Empire; la révolution d'Octobre 1917 également; même le Front populaire a marqué un bond en avant que les tra-

et de la Sécurité sociale, qu'exigeront les travailleurs dès l'accession de la gauche au gouvernement. Grâce à la relance de la consommation intérieure pourrait être rétablie la pleine activité de l'appareil productif et obtenu ainsi l'abaissement des coûts et des prix.

Renoncer aux « facilités de la démagogie » ne signifie pas « tenir », aux Français le langage de la vérité et de la rigueur », sur l'austérité. Il importe de leur expliquer les difficul-

briser la chaîne

sidérurgie : les patrons annoncent la couleur

Au mois d'octobre 148 154 nouveaux dossiers ont été déposés aux Assedic. C'est ce moment que choisit le patron des patrons : Ceyrac, pour annoncer la couleur. Dans une interview à *Ouest-France* du 20 novembre, il réclame, ni plus ni moins, le droit aux licenciements pour les patrons. Il le désigne d'une formule alambiquée : « Le retour à la vérité ». La vérité à l'heure actuelle, c'est le million de chômeurs largement dépassé. La vérité du patronat semble être bien plus extensive : deux millions, trois millions. L'inflation du chômage en somme.

Mais les patrons ne se contentent pas seulement de ça, puisque Ceyrac qui entend « s'opposer à tout système dirigiste » exige aussi une certaine « vérité » des prix. Quelle vérité ? Celle de la liberté des patrons, celle de l'augmentation, qu'avait à peine écorché le pseudo-bloquage, instauré par Barre jusqu'au 1^{er} janvier 1977. Le patronat veut une nuit de la saint Sylvestre où chômage, cadences, hausses des prix, restructurations seront les toasts portés sur le dos des

travailleurs. En un mot, il exige la liberté d'exploiter.

des rumeurs aux affirmations

Prenons un exemple : celui de la sidérurgie. Les « rumeurs » sur les licenciements portaient sur un chiffre de 10 000, puis de 14 000, maintenant 20 000. Toute la Lorraine désér-

tifiée ! « La lettre de l'expansion » du 8 novembre évoque même le chiffre de 40 000 licenciements. En fait, depuis octobre dernier, les syndicats savent à quoi s'en tenir. Si Ceyrac a annoncé la couleur pour la France, Ferry patron des sidérurgistes l'a déjà fait pour la Lorraine. Pour la première fois depuis cinq ans, il avait convié les syndicats ouvriers de la sidérurgie à une réunion de concertation. Drôle de concertation ! Il demandait aux syndicats d'aider les patrons français à faire face à la concurrence, à accepter une reconversion, en un mot d'accepter les licenciements.

Cette reconversion s'effectue tous azimuts. Au niveau régional, tout d'abord, le patronat veut intensifier un mouvement entamé depuis des années en Lorraine : liquider. Une formule de Ferry : « La sidérurgie n'est pas figée sur une structure régionale ». Il avoue ainsi pour la première fois qu'il faut licencier. Le bassin de Longwy de 1967 à 1976 a vu disparaître 10 000 emplois, sans qu'il n'y ait eu de licenciements au sens propre du terme : par le jeu des non-remplacements de postes, des mises en préretraites, du chômage partiel, des départs volontaires, le « dégraissage » s'est opéré « en douceur ». Aujourd'hui on annonce la fermeture des usines de la Chiers, ce qui signifie à terme 3 700 emplois en moins sans possibilité de reconversion pour les travailleurs dans la région. On liquide purement et simplement.

Au profit de quoi ? Au profit d'une cartellisation européenne de la sidérurgie pour faire face à la crise et à la concurrence. L'idée de la cartellisation, c'est de réguler les prix et la production. En effet, la production mondiale d'acier a chuté de 1974 à 1975 de 708 millions à 639 millions de tonnes, soit de 10 %. C'est la plus grave crise jamais enregistrée dans le secteur. Dans le même temps, le jeu de la concurrence faisait descendre les prix de 20 à 25 %. Pas bon tout ça ! Les sidérurgistes allemands décidèrent donc de former un cartel avec leurs homologues luxembourgeois, néerlandais et belges. Les Français renaclaient, largement arrosés par l'Etat français, ils ne voulaient pas tant que les crédits étatiques et communautaires les aidaient à se développer, les remettre en cause. Ils préféraient un regroupement dans le cadre de la CEE, en créant le groupe Eurofer liant tous les sidérurgistes européens (à l'exclusion des entreprises nationalisées italiennes et britanniques). C'est cette position qui l'a emportée puisque Eurofer est né il y a une semaine. Il permettra une redistribution des cartes au niveau européen, le maintien des prix à certain niveau, la lutte contre les barrières douanières. On s'achemine doucement vers une multinationale de la sidérurgie, en somme.

Cette concentration au niveau européen s'accompagne d'une reconversion industrielle, les investissements coûtent cher. On en sait quelque chose avec la Solmer ! Le taux de profit s'amenuisent, les patrons préfèrent donc s'orienter vers la production située en aval, c'est-à-dire les produits finis. C'est le sens de la bataille qui avait vu s'affronter les deux grands trusts sidérurgiques de

Wendel-Sacilor et Usinor pour acheter Creusot-Loire ! Cette reconversion correspond aussi à un autre objectif : placer les billes (entendez par là les capitaux et la technologie) ailleurs. On ne sait jamais en cas de nationalisation... Ferry justifie assez cyniquement cette position. Dans une de ses récentes déclarations, il disait en substance : « La reconversion des bassins sidérurgiques est de la responsabilité des pouvoirs publics. Le patronat y aurait une responsabilité morale ». Drôle de morale !

Reconversion régionale, cartellisation européenne, et réorientation industrielle sont les trois aspects de l'opération envisagée par les « maîtres des forges ». Elle est brutale et systématique. Les licenciements n'en sont que les premières conséquences. Ainsi à Sacilor il y a 7 000 ouvriers en chômage partiel en octobre. Ils seront 15 à 18 000 en novembre, 27 000 en décembre. Ils ne sont pas seuls. C'est le cas aussi à Caen, à la SMN (Société métallurgique de Normandie), chez Usinor en Lorraine. Avec les fermetures d'Ondaine (Creusot Loire), de la Chiers (Usinor Longny) des milliers d'emplois disparaissent. A terme, les suppressions d'emplois seront encore plus massives. Il y avait, il y a vingt ans 250 000 sidérurgistes. Il n'y en a plus que 150 000 actuellement. La nationalisation du travail (avec son cortège de cadences infernales, d'accidents de travail) accentuera le sous-emploi.

Le redoutable défi lancé aux travailleurs par Ferry, Ceyrac et Cie ne doit pas rester sans réponses. Elles sont assurément politiques : nationalisation sans indemnisation car l'Etat a financé l'essentiel de l'infrastructure, contrôle des nouveaux investissements, lutte contre la fuite des capitaux seront essentiels. La lutte contre la nationalisation du travail (hausse de la productivité), contre les licenciements, contre le travail posté, pour la cinquième équipe est la bataille à mener dans l'immédiat.

Yves SPARFEL ■

• Caisse d'épargne : deux journées nationales d'action

Les 25 et 26 novembre 1976, les 17 000 employés des Caisse d'Épargne de France seront en grève à l'appel de leurs organisations syndicales, le patronat essayant de remettre en cause le statut de personnel. Cette action nationale relèvera ainsi celle des employés de la caisse d'Épargne de Paris qui après 52 jours de grève restent unis et déterminés pour faire aboutir leurs revendications.

• Textile : des solutions pas de bla-bla !

Lors du débat budgétaire à l'Assemblée nationale, M. d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche, a déclaré que la situation dans l'industrie textile était préoccupante. Il ne devrait pas s'étonner d'une telle chose, puisqu'il en est responsable et qu'il refuse d'apporter des solutions aux problèmes d'emploi des travailleurs. La fédération Hacu-

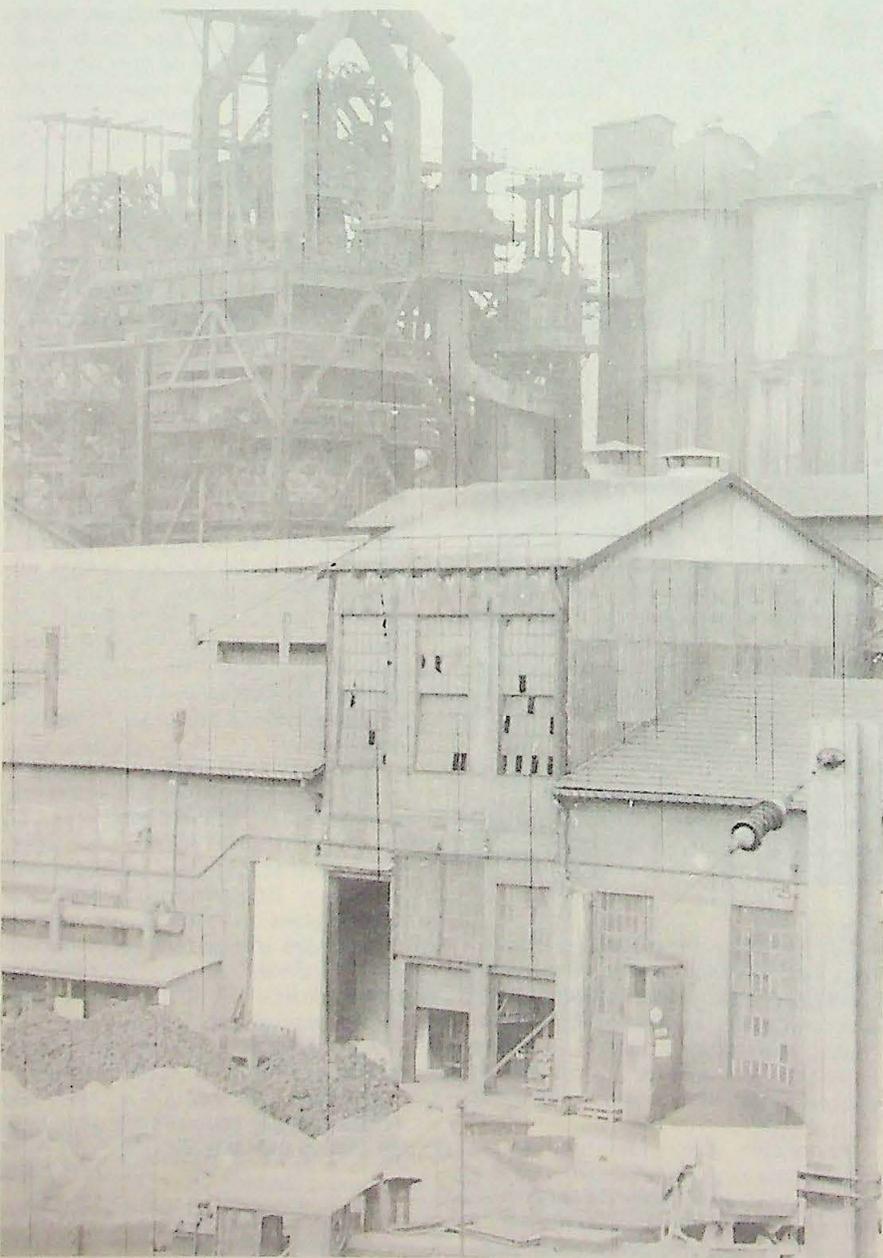


Photo Pitcheal

Saint-Malo : SICCNa le plus long conflit de France ?

Le conflit de la SICCNa est « tranquillement » devenu, dans l'ignorance et l'indifférence quasi généralisées, le plus long conflit du travail en France. C'est en effet, le 17 mars 1975 que ce chantier de construction navale malouin a fermé ses portes. *Tribune Socialiste* n° 678 et 698).

A bord du thonier *Magellan* que les travailleurs occupent en permanence depuis juin 1975 et qui est devenu le symbole de leur acharnement collectif, une conférence de presse tenue le 19 novembre par la CFDT permet de faire le point.

On constate un développement sans précédent du chômage en Bretagne. R. Caradec (secrétaire général de l'ud bretagne) dénonçait les responsabilités des parlementaires qui n'ont jamais fait que des promesses, des Pouvoirs publics qui pratiquent ici comme ailleurs le pourrissement des conflits, le recours à la justice où les imbroglios de procédure ont fait faire aux SICCNa l'expérience de la justice de classe. Beullac, le ministre du Travail, déclarait le 8 novembre à une délégation confédérale venue l'entretenir précisément des conflits de longue durée : « Faites-moi connaître de façon précise des cas où il peut y avoir des solutions négociées, et je m'en occuperai » (sic).

embrouilles juridiques et charognards

Il faut le faire !!! En effet un accord a été établi depuis septembre 1975 par les Pouvoirs publics précisément, qui prévoit la reprise de la SICCNa par

les Ateliers et Chantiers du Havre. Mais les Pouvoirs publics sont apparemment impuissants à mettre en œuvre un accord auquel ils participent.

L'étape généralement considérée comme décisive, c'est le jugement que doit rendre le Tribunal de Rennes le 30 novembre dans une des embrouilles juridiques qui sont venues depuis le début, entraver régulièrement le règlement de cette affaire. Ces manœuvres juridiques de retardement sont déclenchées par l'ex-PDG du chantier et des créanciers. Elles atteignent quelquefois les limites du scandaleux. C'est ainsi que l'un d'entre eux (manœuvré par qui ?) a dépensé de cette façon largement plus que sa créance qui n'atteignait pas 800 F. Il y en a d'autres qui attendent tout simplement de récupérer aux enchères du matériel à bon marché. Des charognards.

C'est là une des preuves de l'impuissance voulue des Pouvoirs publics, de l'Etat, et des carences du droit français en matière de protec-

tion des salariés en cas de dépôt de bilan. La CFDT envisage d'ailleurs de déposer un memorandum sur ce point aux ministères du Travail et de la Justice.

Les différentes actions de solidarité envisagées ont été présentées. La CFDT a le souci de sauvegarder l'unité d'action avec l'autre partenaire syndical. C'est ainsi que la FGM-CFDT soutiendra les propositions d'action présentées récemment par la FTM-CGT, et qu'inversement la délégation de la FGM-CFDT invitée au congrès de la FTM-CGT proposera des initiatives de solidarité nationales au niveau de la métallurgie et interprofessionnelles, ces actions seront engagées d'ici le 30 novembre pour peser sur la décision du tribunal de Rennes. Dans l'hypothèse de nouveaux attermolements juridiques qui marqueraient la disparition définitive de la SICCNa, il est prévu d'engager à très court terme une journée d'action

dans l'ensemble de la construction navale.

L'importance de la SICCNa pour l'activité économique du pays malouin a été soulignée par l'UL-CFDT. C'est ici une question « de vie ou de mort ». Déjà des entreprises sous-traitantes de la SICCNa et qui représentent un millier d'emplois commencent à battre de l'aile. Il y a un taux de chômage d'environ 14 % à Saint-Malo. C'est un record dont on se passerait bien — 2 328 demandeurs d'emploi sur 16 660 inscrits à l'ASSEDIC !!

Yannick Rousse, délégué CFDT du personnel de la SICCNa devait ajouter : « Si nous tenons encore le coup, c'est que tous les gens que nous avons rencontrés, à tous les niveaux, nous ont toujours dit qu'il y aura réouverture du chantier. Il faut que cette promesse soit tenue. On ne s'est pas battus pendant 20 mois pour laisser tomber. »



Photo A.F.P.

d'autres conflits

text CFDT le lui rappelle et cite à l'appui des conflits qui se prolongent depuis des mois, parfois plus d'un an, sans aucune solution de redémarrage industriel : CIP, Desombre, Donval, Réo etc. Pendant ce temps il est significatif que Rhône-Poulenc se félicite des profits réalisés à l'étranger et dans le même temps se plaint des « importations de tous les produits textiles en provenance des pays à bas salaires ». L'hypocrisie devient la règle de ces ministres et patrons.

• IMRO : un gala de soutien

Le 30 novembre à partir de 18 h aura lieu un gala de soutien à la lutte d'Imro (Mutualité, salle B). Des forums sont prévus : démocratie syndicale et démocratie ouvrière, la répression dans les luttes, la place des femmes dans les luttes etc. Il y aura aussi des chansons : Imago et Servat.

Les travailleurs de l'imprimerie Imro ont occupé leur usine pour protester contre les 119 licenciements décidés fin septembre 1975. Ils ont été expulsés le 16 juillet dernier. Mal-

gré les exclusions de la CGT de six camarades animant la lutte en septembre dernier, les travailleurs de l'Imro veulent rompre leur isolement.

• Secteur social : contre la répression !

Le 27 septembre, le comité de soutien aux éducateurs de Nantes organise six heures sur les luttes à la bourse du travail de Montreuil (17 à 23 heures); Esplanade Benoît Frachon pour riposter à la répression dans le travail social : répression syndicale, licenciements, inculpations (Nantes, Brétigny, Courbevoie); s'opposer à la politique d'action sociale du gouvernement : loi sociale, sectorisation, rentabilisation; pour dénoncer le contrôle social des populations; système Audass et Gamin et dénoncer la répression sexuelle des jeunes; Léon Lanoé condamné à quatre mois de prison avec sursis pour avoir distribué des préservatifs à des adolescents passera en appel le 15 décembre devant le tribunal de Rennes.

Deux mille travailleurs sociaux s'étaient solidarisés avec lui.

• MGEN : 10 % de salaire en moins

Certains personnels du Centre Médical de Paris sont en grève depuis 15 jours. Profitant de la loi Stoleru de juillet 1976, la direction de la MGEN a décidé de réduire les horaires du personnel embauché entre 40 et 45 heures en diminuant simultanément le salaire. L'assemblée du personnel demande l'ouverture immédiate de négociations.

• Ouvriers-plombiers : victoire

Les ouvriers plombiers de la gérance d'eau (SGEI) rue Froissart, en grève depuis le 8 novembre (cf. *TS* n° 719) viennent d'obtenir totalement satisfaction à leurs revendications : reconnaissance du droit syndical dans l'entreprise; affiliation à la Convention collective du bâtiment et tous les avantages qui en découlent; paiement intégral de leurs deux semaines de grève. Ils s'étaient donc les moyens de gagner.

Les travailleurs de la SICCNa sont encore plus de 200 à se battre. Pourtant, ils ne perçoivent plus les 90 % depuis juillet, la prolongation exceptionnelle du versement des 35 % de leurs salaires (qui n'étaient pas lourds : 10,64 F/heure pour un P3) s'achève le 1^{er} novembre.

Certains se sont expatriés; d'autres qui avaient trouvé des emplois intérimaires sont revenus et sont à nouveau au chômage; d'autres encore travaillent au noir ou font des tâches sans qualification : gardiens de cimetière, de musée, éboueurs! On a même vu une entreprise métallurgique parisienne décentralisée à Dol, proposer royalement à des P3 qui ont 25 ans d'ancienneté, des salaires de 1 600 F mensuel en 2 x 8. C'est ce qu'on appelle une usine « pirate ». En attendant, comme tous les travailleurs malouins, le jugement du 30 novembre dans l'espoir et l'inquiétude, Yannick Rousse ajoutait : « Nous voulons vivre au pays, à St-Malo, c'est sûr. Mais pas n'importe comment et à n'importe quel prix ! »

Section PSU de St-Malo,
le 19 novembre ■

Deffrenne (Nord) : là aussi les Schlumpf...

La scandaleuse gestion des frères Schlumpf n'a pas eu de répercussions qu'en Alsace (voir TS du 14 octobre, page 9). Dans le Nord, le groupe possédait aussi le tissage Deffrenne qui, en octobre, employait 323 salariés à Roubaix et à Leers.

Voici comment les Schlumpf ont, au fil des années, mis les travailleurs alsaciens et nordistes dans la même merde. Premier temps : les filatures de Malmerspach et Gluck de Mulhouse vendent à perte leur fil à la société HKC, mais l'envoient directement dans le Nord. Deuxième temps : la société HKC revend ce fil à Deffrenne au-dessus du prix du marché (parfois 3 F de plus au kilo). Et la société HKC ? Elle a tout simplement son siège dans l'usine désaffectée de Mulhouse qui contient la fabuleuse collections de tacots. Voilà comment tous les travailleurs du groupe ont payé ce musée de tacots plus tout le reste : car ce n'est que la partie visible de la fortune des frères Schlumpf.

Résultat : une entreprise au matériel très moderne avec un personnel compétent et réduit au minimum se retrouve avec un énorme trou de trésorerie. En effet, les usines de Roubaix et Leers qui fabriquent de la draperie pour les vêtements d'hommes ont acheté en 1975 des métiers sans navettes. Le dernier cri. Quant aux salariés, ils étaient 377 le 1^{er} janvier

Corée. Les frères Schlumpf, principaux créanciers, ont repris l'entreprise en gelant les créances et ont laissé le patron à la tête. En 1972, tour de passe-passe. Les Schlumpf qui possédaient 3 997 actions au porteur sur les 4 000, ont revendu le tiers aux filatures de Malmerspach, le tiers à celles d'Erstein et le tiers à la société HKC où ils étaient majori-



ADJA-Mailac

1974, 323 en octobre et 314 aujourd'hui, dont 15 cadres et 62 E.T.A.M. Les salaires sont moyens pour le textile roubaisien. Le minimum est de 10,30 F de l'heure. Il y a pire car le textile est une industrie à faibles salaires. Mais il y a mieux.

C'est en 1952 que l'entreprise Deffrenne a été incorporée au groupe Schlumpf. Le patron s'était cassé la gueule lors d'un effondrement des cours au moment de la guerre de

taires. Les actions devenaient nominatives, ils récupéraient 9 millions de francs lourds. Et en même temps, ils évitaient la création d'une société unique qui aurait nécessité la mise en place d'un comité central d'entreprise.

Cela n'a pas empêché les travailleurs alsaciens et nordistes de tisser entre eux des liens de solidarité. Les militants CFDT majoritaires chez Deffrenne (la CGT a une déléguée syndi-

cale), ont commencé à correspondre avec les sections d'Alsace vers 1970. A partir de 1973, ils sont allés en Alsace pour participer à des réunions de groupe. Ils ont établi des revendications communes appuyées par des débrayages. Comme de bien entendu, les patrons donnaient satisfactions aux boîtes qui bougeaient le moins.

Aussi, le lundi 25 octobre, quand le syndic a annoncé au comité d'entreprise que tout le personnel allait être licencié, les travailleurs de chez Deffrenne étaient décidés à ne pas se laisser faire. D'autant plus que le porte-parole du syndicat patronal déclarait l'entreprise viable.

maintenant ils luttent ensemble

Le 28, 250 salariés de l'entreprise bloquent la place de Roubaix, filtrent la circulation, distribuent des tracts, provoquent un énorme embouteillage, brûlent des cartons se font recevoir à 80 par un adjoint au maire socialiste qui envoie un télégramme à d'Ornano lui demandant de recevoir des représentants de la municipalité de Roubaix et des travailleurs de chez Deffrenne. Ceux-ci entendent ne pas être les victimes d'un déficit artificiel, refusent tout licenciement et exigent le maintien des avantages acquis.

A l'intérieur de l'entreprise, les militants doivent lutter contre le régionalisme et l'esprit de boutique : depuis des années, les frères Schlumpf ont tout fait pour diviser les travailleurs des différents établissements. Cela exige des déplacements, mais il est important pour le moral que des Roubaisiens aillent en Alsace et que des Alsaciens viennent à Roubaix.

Et puis, comme en Alsace, il importe de relier les luttes locales. Deux autres entreprises textiles de Roubaix-Tourcoing sont dans le même cas : Tiberghien Frères et Les-tienne (250 licenciements). C'est pourquoi les trois entreprises ont

organisé ensemble une grève de 8 heures le 18 novembre avec meeting et manifestation au syndicat patronal textile. La coordination des luttes est maintenant ressentie comme un besoin.

contre les licenciements

« Autour des luttes des travailleurs, organisons l'unité populaire » tel est le thème d'une affiche du PSU collée sur les murs de Roubaix. La section a demandé une réunion des syndicats et des partis de gauche qui a eu lieu le 12 novembre pour organiser le soutien extérieur.

Du côté patronal, c'est le chassé-croisé. Les lettres de licenciement ne sont pas encore parties. Le tribunal de commerce accepte la gestion du groupe par la COGEFI à condition que les banques « créancières » soient d'accord. La COGEFI, un cabinet parisien, travaillant entre autres pour l'aménagement du territoire, a déjà pris en main la gestion de Tiberghien Frères. Son plan exige un apport financier de l'Etat : 3 milliards pour tout le groupe Schlumpf. D'Ornano, le ministre de l'Industrie, joue les Ponce-Pilate : dans une conférence de presse à Lille, il déclarait que pour sauver une entreprise, il faut une direction valable, un plan viable de redressement et des industriels prêts à investir. Si ces conditions sont réunies, l'Etat n'a plus besoin d'intervenir ! Aussi, les représentants syndicaux et les élus locaux ont-ils refusé de se rendre chez le ministre de l'Industrie puisqu'il n'avait rien à dire de plus, c'est pour le groupe entier qu'il faut trouver une solution car, dans le patronat de Roubaix-Tourcoing, il y en a qui seraient tentés de racheter l'entreprise Deffrenne, pour la faire disparaître et garder la clientèle. C'est pourquoi Alsaciens et Roubaisiens luttent pour se sauver ensemble.

Gérard LEMAHIEUX ■

Requiem pour une médecine

GABRIEL GRANIER

SYROS

vient de publier
dans la collection

POINTS CHAUDS

(232 p., 24 F.)

Le système conventionnel est mort. L'Ordre des médecins, au nom d'intérêts obscurs et de son éthique vichyssoise, l'a toujours combattu. Les Syndicats médicaux l'ont vidé de son contenu social. Cette incohérence complice donne aujourd'hui au patronat toutes chances d'imposer son projet de double secteur : médecine de riches, médecine de pauvres. L'auteur, membre du Syndicat de la médecine générale, apporte des éléments d'analyse et de prospective pour aider à déjouer le complot.



J.-P. Faye :

« Comment une révolution peut disparaître... »

Le livre de Jean-Pierre Faye, *Le Portugal d'Otelo*, retrace, au jour le jour, un moment précis de la révolution portugaise où les images se mêlent, se chevauchent, où les intrigues sont rapidement menées. Description minutieuse d'un phénomène imperceptible : la stratégie du langage.

Au Portugal, un 25 novembre 1975, tout est allé très vite. Le 25 novembre 1976 nous en sommes très proches...

T.S. : Ce qui est frappant, dans l'ouvrage qui va paraître ces jours-ci, c'est que précisément, il ne prend pas les allures d'un livre qui serait l'Histoire du 25 novembre. D'ailleurs, vous procédez par « approximations croissantes ». Par ailleurs, la structure même adoptée découvre un itinéraire qui n'est pas l'habituel parcours chronologique. Comment justifiez-vous votre démarche ?

Jean-Pierre FAYE : Pourquoi une enquête, pourquoi un journal ? Est-ce qu'une enquête peut se présenter sous la forme d'un journal ? C'est évidemment une sorte d'audace, parce qu'une enquête doit normalement synthétiser les faits. Précisément, c'est ce que prétendaient faire les rapporteurs de la commission d'enquête nommés par le nouveau pouvoir, après le 25 novembre, c'est-à-dire par le pouvoir qui, en fait, était déjà celui du général Eanes. Ils ont fait une synthèse qui est entièrement truquée. Et pour démonter cette pseudo-synthèse, mieux valait garder le caractère d'approximations successives de notre propre enquête.

On aurait pu d'ailleurs avoir des approximations qui se contredisent ou qui s'annulent. Ces approximations faisaient apparaître de plus en plus clairement un noyau caché, qui était le complot proprement dit du 25 novembre, complot de la droite militaire. Alors, j'aurais pu tout réécrire et dire : voilà, maintenant ce que l'on sait, et puis donner un exposé

logique. Je crois que cela aurait été faux, parce que l'on aurait manqué la chose la plus précieuse, qui était de faire apparaître comment fonctionne l'histoire réelle.

Un petit mot sur la chronologie qui est double : la chronologie de mon enquête : à partir de janvier 1976, jusqu'à juin/juillet 1976. Donc, depuis le moment où le Comité Russe envoie sa première délégation, après les événements de novembre, jusqu'à l'élection du général Eanes et la formation du merveilleux gouvernement enfin constitutionnel et démocratique de Mario Soares. Alors là, les jeux sont faits, on peut vraiment boucler provisoirement l'enquête. Plutôt que de réécrire les étapes, je les laisse se déployer comme elles ont été écrites, avec seulement un petit appareil de notes pour jalonner cela, pour montrer que ce n'est pas fini... A un moment donné la chronologie est bouleversée, en troisième partie, par un grand flash-back : l'été 1975 ; cela nous a paru indispensable pour éclairer le 25 novembre. On aurait peut-être pu commencer par là et puis, ensuite, avancer vers le 25 novembre. Mais cela aurait faussé notre problème qui était de comprendre le 25 novembre. En somme, comment une révolution peut disparaître sans qu'il y ait un Chili sanglant, avec 30 000 morts. Avec sept morts, une révolution est liquidée. J'ai essayé de laisser parler les grands documents de l'été 1975 : le document guide du MFA, le texte des Neuf, celui du COPCON, enfin le document de synthèse.

Jean-Pierre Faye



Photo Françoise Claire



Photo Miraglia

T.S. : Etes-vous bien certain aujourd'hui que dans la gauche ou l'extrême gauche française, on soit persuadé que « le coup » du 25 novembre a été le fait de la droite ?

J.P.F. : On a, je crois, toujours du mal à le croire, parce qu'il y a des images dominantes, des récits dominants qui ont été lancés par le pouvoir nouveau issu de cet affrontement partiellement imaginaire, fictif et partiellement réel, où la fiction joue un grand rôle ; mais disons que le lecteur de *TS* a au moins déjà deux données. En janvier 1976, *TS* a publié le témoignage d'Otelo, document solide, pas incontestable, mais pour nous, document dont nous sommes partis. Cette donnée consistait à dire : « Moi, Otelo, qu'est-ce que j'ai fait le 25 novembre ? J'étais au COPCON, je suis arrivé ensuite au Conseil de la Révolution, j'ai appris que j'étais destitué du commandement de la région militaire de Lisbonne, que je restais chef du COPCON, je suis retourné au COPCON pour leur apprendre la nouvelle, je suis resté là une heure ou deux, puis je suis allé me coucher. »

Deuxième information que *TS* a publié en avril : ce que j'ai essayé de donner comme synthèse, le document capital et qui a paru en pleine page dans le journal d'information le plus sérieux du Portugal, *L'Expresso* (à droite maintenant). Le journal du PPD donne une information qui, à ses propres yeux, devrait être désastreuse — si les choses fonctionnaient selon la raison et non pas l'idéologie, car cette information flanque par terre tout ce qui a été dit officiellement au Portugal.

Les officiers parachutistes, le 3 avril 1976, publient dans *L'Expresso* le détail de la préparation du putsch de novembre. Ils donnent tous les détails — c'est publié par Augusto de Carvalho, grand journaliste, une information sérieuse que personne ne relève dans les milieux de Lisbonne, ni Soares ni Eanes. Ça tombe dans le bruitage de l'information, passe dans le bruit idéologique de fond et l'image solide, fabriquée par des organes spécialisés. En France, personne ne relève la chose. J'en ai moi-même pris connaissance à Bruxelles, où je me rendais pour une émission de télévision.

T.S. : Vous récusez un certain type de narration historique que vous estimez « piégée dans les superstructures ». Que proposez-vous d'autre qui renouvelle le discours sur l'Histoire ?

J.P.F. : En gros, il y a deux types d'histoire qui se partagent le terrain et qui tombent dans le même piège. Il y a la vieille histoire traditionnelle qui continue à paraître bon an mal an chez les éditeurs spécialistes. On prend un bonhomme, une période d'histoire, on construit des événements. C'est l'histoire événementielle « bourgeoise ». Et puis il y a l'histoire qui se dit marxiste avec les

événements fondamentaux socio-économiques : on devient alors narrateur historique. On raconte avec les grands acteurs qui sont Bourgeoisie, Prolétariat... Comme dit Marx dans *Le Capital* le langage fonctionne comme une valeur économique... C'est aussi un produit social... Imaginons une société où il n'y aurait pas de langage, de rapports sociaux, plus de spectacle... c'est d'une bêtise incroyable...

... Ce qu'il faut maintenant essayer d'explorer, c'est quelque chose de tout autre que le grand bruit des discours et des images d'Épinal. Il faut montrer que les discours qui sortent de l'avant-scène ne sont que bruits de fond et non pas le projectile du langage fondamental, qui vient souvent après la bataille. Par exemple, dans le cas qui nous préoccupe actuellement, le moment où Melo Antunes apparaît à la télévision, disant « voilà ce qui s'est passé après le 25 novembre... », cet événement de langage est arrivé trop tard. Melo Antunes se croyant vainqueur, avait perdu la bataille... au profit de Eanes, il s'ensuivit, pour Eanes, une volée de bois vert de la part de ses amis (en fait les forces de la droite militaire), lui disant qu'il n'avait rien compris, que la coalition du Parti Communiste et du Parti Socialiste n'était qu'illusion...

C'est le bruit qu'il faut savoir comprendre dans la trame réelle des stratégies de langage qui se jouaient le 25 novembre. Petit jeu des communiqués téléphonés, ultimatum au nom de la légalité, télégrammes d'explications envoyés à Belem... entre Otelo, Costa Gomes et Antunes ; tout le monde essayait d'arranger les choses !

Tout cela, c'est bien plus que le grand bruit théâtral des discours ; celui de Melo Antunes, le lendemain soir, c'est le rideau de théâtre qui s'abaisse, la clôture de la farce.

Mais l'histoire réelle, elle est représentée par les forces réelles : les fusils ; au 25 novembre au matin, il y avait dix mille hommes armés aux ordres d'Otelo et de la gauche militaire — en face huit cents hommes du commando d'Amadora. Deux cents seulement quitteront les casernes ; en moins de 48 heures, ils ont gagné la partie... avec cette arme terrible qu'est le langage. Azevedo était en grève, il a regardé l'affaire de loin, a quelque peu fermé les yeux. Il a été piégé et cela a été sa première grande défaite.

Voilà ce que j'appelle la stratégie du langage. Un phénomène imperceptible... Et pour arriver à atteindre ce degré de réalité sociale et historique, il faut rouler sa bosse longtemps, écouter des témoins à droite et à gauche et, surtout, se trouver en état d'attention perpétuelle. Ce qui était mon cas entre le 1^{er} janvier 1976 et maintenant...

Propos recueillis par
José SANCHEZ ■

Jean-Pierre Faye, *Le Portugal d'Otelo*, Ed. J.-C. Lattès, coll. Change/Lutte, Paris, 35 F, en vente à la Librairie Syros.



La campagne des élections présidentielles, en mai et juin 1976, n'est pas autre chose que la projection, soudainement agrandie, du « plan d'ensemble » de la Droite militaire en novembre 1975.

Les candidatures prématurées de la fin d'avril (1) ou du tout début de mai faisaient entrer sur l'avant-scène la partie visible du « Front Militaire Unique » de novembre : ceux que désignaient ouvertement en avril, dans leur interview d'Expresso, les officiers parachutistes de Cortegaça : Morais e Silva, qui les « accrédite » auprès du reste de l'armée, après leur départ de Tancos ; Pires Veloso, « qui fut impeccable » dans les mêmes moments. Seul Jaime Neves, le colonel qui va au théâtre en chaïmite, demeure là où il est : avec les gros bras.

Ces candidatures de l'avant-scène n'avaient d'autre sens que de faire apparaître la nouvelle puissance électorale, la nouvelle instance, le nouveau Grand Electeur. Celui-ci n'est plus la Commission de coordination du MFA de l'année 1974, ou l'Assemblée générale du MFA du printemps 1975. Pas davantage le Conseil de la Révolution dans son ensemble. Moins encore le « Groupe des Neuf », qui pourtant contrôle par ses hommes trois sur quatre des Régions Militaires : celle du Sud avec Pizarat Correia, du Centre avec Charais, de Lisbonne (depuis la destitution d'Otelo) avec Vasco Lourenço. En fait, l'assemblée restreinte qui a désigné d'avance le candidat sérieux à la Présidence de la République est celle qui réunissait en avril 76 à Porto, avec le commandant de la Région Militaire du Nord — Veloso —, les chefs d'état-major des trois armes : Morais e Silva

pour les Forces Aériennes et Ramalho Eanes pour l'Armée de terre, en leur ajoutant la figure plus pâle de l'amiral Soto Cruz pour la Marine. Cet ultime quadrumvir ne faisait guère que rehausser le trimvirat fondamental de la Frente Militar Unica, Veloso, Morais e Silva, Eanes. Désormais, le Grand Electeur militaire c'est le FMU (2).

Ainsi les deux premiers ont fait leur tour de figuration pour annoncer l'entrée en scène véritable du héros : celui qui va se faire prier deux fois. D'abord par le Grand Electeur militaire, tête multiple de la réunion de Porto. Ensuite par le Grand Electeur civil, autre tête plurielle, autre grand animal à deux têtes qui se nomment Sa Carneiro et Mario Soares, auxquelles il faut joindre, cette fois encore, la troisième tête, celle de Freita do Amaral (3).

La priorité absolue du Grand Electeur militaire répond exactement à l'idéologie nouvelle du « retour dans les casernes ». L'Armée retourne à ses casernes — pour y chercher un héros présidentiel qui soit d'elle un représentant véritable et à son image : épris de hiérarchie, avare d'idées, prodigue de sentences rhododendriques, prêt à imposer l'ordre « en faisant descendre les chars (4) ».

Nous demanderons à l'acteur principal de ce drame — commencé le 25 novembre et provisoirement achevé

le 27 juin — de faire lui-même son autoportrait, par ses propres gestes et énoncés.

En contrepoint : celui du candidat « neutre », Pinheiro de Azevedo, révélera en toute ingénuité le « fonds de l'affaire ».

Et celui du candidat de l'opposition de gauche — Otelo — nous rappellera ce que le Washington Post souligne : sa situation précaire d'inculpé, en simple liberté provisoire. Lui par qui les libertés furent restituées au peuple portugais.

Enfin l'ex-candidat de l'extrême droite, le général Kaulza de Arriaga, viendra attester que la candidature Eanes n'a pas d'ennemi à droite, même si cette Droite-là en est venue maintenant à dénoncer ouvertement la Révolution d'avril.

les jeux sont faits

Trois jours après les élections législatives, déjà les jeux sont faits : « Le PPD essaie... de renforcer sa position en vue de l'élection présidentielle ».

Au siège du PS, on considère que la meilleure façon d'éviter le pourrissement de la situation consiste à choisir le plus vite possible un candidat qui, tout en acceptant un gouvernement minoritaire socialiste, rassurerait les modérés et devrait même obtenir leur soutien. Il s'agit en quelque sorte

d'une course de vitesse. Le nom le plus souvent avancé au PS est celui du général Ramalho Eanes, chef d'état-major de l'armée de terre, qui dispose déjà de l'appui du PPD. Le PS se trouve aujourd'hui devant une difficulté nouvelle : comptant en une majorité de gauche à l'Assemblée, il risque de devoir cautionner à la présidence de la République une politique soutenue par les forces conservatrices du pays (5).

Qu'à cela ne tienne : il sera aidé dans cette voie quelque peu douloureuse. Les satisfactions morales lui seront même prodiguées. Le projet d'un « gouvernement socialiste minoritaire » va être le relais par lequel l'homme clé du complot militaire d'Amadora et du « Plan d'ensemble » sera rendu acceptable comme Chef de l'Etat.

« La décision prise par le PPD de proposer la candidature du général Ramalho Eanes à la présidence de la République... a été examinée [par le Conseil de la Révolution]... On attend d'un moment à l'autre que le parti socialiste fasse connaître le nom de « son » candidat à la présidence. Il y a quelques mois, il avait montré que le général Eanes avait sa préférence (6). »

Ici commence un délicat jeu de bascule, et de fausse pudeur, destiné à faire accepter la candidature au pouvoir de celui qui déjà, depuis quelques mois, détient la réalité du pouvoir, et a pratiquement supplanté déjà le président Costa Gomes à la tête du Conseil de la Révolution.

« Jusqu'à présent, le chef d'état-major de l'armée de terre avait indiqué qu'il préférerait ne pas être candidat (7). »

« Maintenant le général Eanes paraît se défendre avec moins d'énergie que naguère contre une éventuelle candidature. Sortant de sa réserve, il a, le 28 avril, accordé une longue interview au quotidien O Seculo (8). »

« Bénéficiant déjà du soutien du PPD, faisant à peu près l'unanimité des milieux militaires (9), le général Eanes devrait, à l'évidence, être « le » candidat à la présidence de la République, le PSP devait à son tour lui manifester sa confiance (10). »

Ici les jeux de coulisse donnent toute l'apparence de la complexité « démocratique ».

L'ombrageuse pudeur du candidat véritable et sérieux fait place à une sourcilieuse humeur, lorsque ses « chances » sont prétendument mises en danger au poste de Chef de l'Etat. Mais rassurons-nous : là où les jeux désormais se font sérieusement — dans l'armée —, tout va s'arranger.

« C'est dans ce contexte qu'est survenue la déclaration de soutien du PPD au chef de l'état-major de l'armée de terre, perturbant un scénario qui avait, semble-t-il, été mis au point entre le Conseil de la révolution et le parti socialiste. L'organe militaire



Fotolib

librairie portugaise et brésilienne

Livres, revues, disques, guides, posters, audio-visuels. Les principaux quotidiens et hebdomadaires du Portugal et du Brésil, ainsi que du Chili, Argentine, Uruguay et Espagne.
33, rue Gay-Lussac, Paris 5^e - 033-46-16 - Lun. à sam. 10-13 h - 14 h - 19 h. Service par correspondance (sauf pour les journaux et revues).
A partir du 1^{er} février : 16, rue des Ecoles, Paris 5^e.

(1) Avant même les élections législatives du 25 avril 1976 (34% PS, 24% PPD, 16% DCS, 15% UDP, 0,6% MRPP, 0,5% MES).
(2) Avec son prolongement dans la pseudo-extrême-gauche du MRPP : la FMASF, la Frente Militar Anti-Social-Fascista.

(3) Secrétaire Général du CDS, ancien Procureur à la Chambre Corporative du Salazarisme.

(4) Le Monde, 5 juin 1976.

(5) Le Monde, 29 avril 1976.

(6) Le Monde, 30 avril 1976. (Nous savions dès le 7 janvier 1976, au cours de notre

enquête à Lisbonne, que la convergence des « préférences » allait se porter sur le général Eanes.

(7) Id.

(8) De tendance PPD, depuis la « normalisation » consécutive au 25 novembre.

(9) Après les rigoureuses purges de

devait se mettre d'accord sur un candidat. Cela revenait pour lui à ne répondre à la question : *le général Eanes est-il susceptible d'être remplacé à la tête de l'état-major de l'armée de terre ? Le général Firmino Miguel, le général Melo Egidio* — cités le plus souvent — peuvent-ils l'un ou l'autre obtenir le consensus de leurs pairs pour le remplacer à ce poste ? Si oui le général Eanes serait sans doute, à l'unanimité, désigné comme « présidentiable (11) ».

« Sinon, il conviendrait de mettre plutôt en avant la figure plus controversée du général Pires Veloso (12). »
« Informés de ce choix, les grands partis — le PS, le PPD, le CDS et peut-être même le PC, jusque-là totalement muet sur cette affaire — auraient repris à leur compte cette

second candidat, le candidat pour rire : l'amiral Pinheiro de Azevedo. Déclaration qui mérite assurément l'honneur d'être encadrée. « Déclaration stupéfiante de l'amiral Pinheiro de Azevedo, Premier ministre portugais et candidat à la présidence, faite hier à l'Associated Press : Si l'amiral devient président, les communistes ne pourront siéger que si les Etats-Unis sont d'accord. " Cela dépendra de l'Amérique, a-t-il dit, la décision sera prise aux Etats-Unis. Tant que les Etats-Unis y restent opposés de façon intransigeante, je ne vois pas comment il serait possible de faire participer les communistes à un gouvernement. » Rappelons qu'il y a une dizaine de jours encore, l'amiral Pinheiro de Azevedo passait pour être le candidat possible du Parti commu-

Photo Miraglio



Celle-ci transparait clairement, si l'on dessine quelques-uns de ses pôles opposés. La solitude croissante du Président de la République encore en fonctions, Costa Gomes, l'absence de tout soutien du côté droit dans l'hypothèse de sa candidature sont comme l'ultime vérification du témoignage d'Otelo sur sa position hors-complot dans la journée du 25 novembre — sur son refus de donner aux Commandos d'Amadora l'ordre d'attaquer, et de fournir ainsi la caution de la légalité au « Commandement dans l'ombre ». « Un doute subsiste en ce qui concerne le général Costa Gomes. Le chef de l'Etat parti-

céder la Présidence au général Eanes, à celui qui est le véritable chef de l'armée depuis le 6 décembre. Ce dernier, au moins, on sait de quoi il est capable en matière d'ordre public — et d'ordre social. Les coopératives agricoles de l'Alentejo qu'il a fait râtisser par les Commandos d'Amadora ou la cavalerie de Santarem en savent aussi quelque chose (19). Comme les unités du COPCON qu'il a fait encercler et dissoudre. La liaison des deux armées donne la mesure de toute l'affaire sur un terrain de classes.

Explorons la topographie. Costa Gomes éliminé au centre — ou à la gauche du centre, Pinheiro de Azevedo, virtuellement éliminé, au centre droit, — et qui a cru bon auparavant de dire tout haut le fait principal : la soumission absolue de l'Etat portugais, dans l'Après-novembre, à la tutelle absolue de l'Empire américain. Au pôle extrême de la droite — le général Kaulza de Arriaga, l'ex-président de la Junte d'Energie Nucléaire sous le régime salazariste.

communier dans un projet national

Le candidat irremplaçable n'a d'ennemis ni à droite, ni à l'extrême droite. Mais il a aussi des soutiens à « gauche » — ou, si l'on préfère pousser plus loin l'ironie de la situation, dans une certaine variété, bien curieuse d'« extrême gauche », campée sous l'égide du Front Militaire Unique... D'autre part, si « deux mouvements maoïstes, l'OC et la MRPP, ont de leur côté manifesté leur intention d'appuyer le général Eanes (20) » « Toute la presse modérée et conservatrice... attaque farouchement [Costa Gomes]... les pages des mêmes journaux se remplissent en revanche, de photos du général Eanes et de commentaires très élogieux envers l'actuel chef d'état-major de l'armée de terre, qui a officiellement déposé sa candidature au Tribunal suprême de justice, le mercredi 26 mai (21) ».

Ce que résume fort bien le candidat lui-même quand il « souligne qu'il souhaite que les Portugais se rassemblent pour retrouver leur identité nationale et communier dans un projet national ». Selon lui, l'appui qu'il reçoit des forces politiques — allant du Centre démocratique et social aux maoïstes du MRPP — constitue déjà une base pour ce projet (22).

Mais en racontant sa propre position, et en ouvrant par un tel récit ce duel des narrations en quoi consiste en grande partie la campagne, l'homme de novembre n'oublie pas de raconter en même temps celle des autres — de ses adversaires tout par-



« candidature d'union nationale (13) ».

Ainsi les hommes visibles du Front Militaire Unique — Pires Veloso — et ses hommes invisibles — Firmino Miguel, dont on apprend au passage qu'il a été promu général, tandis qu'Otelo de Carvalho cessait de l'être (14) —, tout se relaient, bon gré mal gré, pour rendre acceptable et inévitable la candidature de l'homme irremplaçable, de « l'homme fort du régime (15) ».

le candidat pour rire

Mais voici le fond réel de ce régime, révélé avec naïveté par le

niste portugais à la présidence. En dernière minute, le PCP avait choisi un candidat sorti de ses rangs (16).

Entre-temps, le 13 mai 1976, le général Ramalho Eanes déclarait officiellement sa candidature aux fonctions de Chef de l'Etat portugais.

Ce candidat militaire au suprême pouvoir politique qui refuse de voir « les militaires... jouer les vedettes » et l'armée être... « mêlée à la politique », le voici apprécié avec justesse par les organes d'information politique les plus compétents, dans les lieux les plus significatifs.

Le portrait du candidat irremplaçable ne nous intéresse que dans la mesure où il est l'un des îlots émergent de la topographie politique.

cipera-t-il à la course à la présidence?... Lui-même a déclaré, à plusieurs reprises, qu'il ne présenterait pas sa candidature. Pourtant il reçoit constamment, au palais de Belem, des membres de sa commission d'appui (17). Le lundi 21 mai, il s'est entretenu avec M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du PCP.

Costa Gomes qui, en juillet 75, était présenté comme la dimension « modérée » du Directoire, du Triumvirat (18) est, en effet, depuis les journées du 25-26 novembre, l'homme à abattre. Le Président et chef d'état-major général des Forces Armées qui n'a pas voulu donner au lieutenant colonel Eanes l'ordre de donner l'ordre aux Commandos, n'a plus qu'à

(11) Id.

(12) Id.

(13) Id.

(14) On ne peut mieux rendre palpable le fait que le 25 novembre est un 28 septembre réussi : rappelons la journée où Miguel, sur l'ordre de Spinola, mettait en

arrestation Otelo de Carvalho. Le temps est loin où Melo Antunes le faisait délivrer par les troupes du MFA : par le COPCON.

(15) Le Monde, 14 mai 1976.

(16) Le Quotidien de Paris, 27 mai 1976. Le candidat présidentiel communiste Otavio Pato, numéro 2 de son parti, avait

exprimé des regrets en annonçant le refus opposé par le Comité central du PCP au « projet politique d'août 75 » : formation d'un gouvernement Fabiao, sur la base du Document-synthèse élaboré par Melo Antunes et Otelo à partir des deux documents opposés — des Neuf et du COPCON.

décembre 1975, qui ont exclu la gauche révolutionnaire tout entière, et, de ce fait, placé la gauche modérée des Neuf en position de gauche « extrême », la privant ainsi du rôle arbitral qu'elle avait acquis à l'Assemblée générale du MFA du 6 septembre. (10) Le Monde, 2-3 mai 1976.

ticulièrement. Ceux que représente le PCP. Et ceux qui relèvent de la gauche révolutionnaire.

démocratie sous surveillance

Le voici en train de situer le PCP, dans sa narration irremplaçable. Le général Eanes... ajoute que « certains secteurs du PCP ont eu une pratique politique antidémocratique et contre-révolutionnaire » avant le 25 novembre (23).

Il est vrai qu'il ajoute étrangement un démenti à cet énigmatique « récit » : « Il n'y a pas d'éléments concrets permettant d'accuser le PCP (24). »

Alors ? Quelle est donc cette « pratique » d'avant le 25 novembre ? Les choses restent vagues. « En tant que parti responsable [le PCP] devra contrôler certains de ses secteurs pouvant prêter le flanc à la critique ». En effet, « s'il démontre qu'il ne peut s'adapter à la pratique de la vie collective, il faudra agir sur lui, mais avec des préoccupations démocratiques (25) ».

Dans le contexte de ces dangereux avertissements, on peut concevoir pourquoi le secrétaire général du PCP a jugé nécessaire d'aller lui-même annoncer au candidat irremplaçable que son parti présentait la candidature de son numéro 2 (26). Cruauté de l'Histoire : ce dernier, Otavio Pato, avait pris la liberté de regretter pour sa part la décision de son comité central refusant de soutenir la tentative d'un gouvernement Carlos Fabiao, à la fin d'août 75. Cruciale occasion manquée. Comme celle, peu de jours auparavant, du Document-synthèse élaboré par Melo Antunes et Otelo, et repoussé par les officiers du COP-CON. Quelques jours plus tard, le projet Fabiao allait être remplacé — et déplacé — par celui du gouvernement Azevedo. Peu de mois plus tard, le général Fabiao — celui qui avait intelligemment fait échouer, avant le 25 avril, le complot ultra de Kaulza — allait être poussé par les journées de novembre à remettre sa démission de chef d'état-major de l'Armée de terre et de membre du Conseil de la révolution, et à réclamer comme Otelo sa « dégradation » : son retour au rang qu'il occupait avant avril. C'est à son



Photo Miroglio

irremplaçable remplaçant Antonio Ramalho Eanes, qu'Otavio Pato devait désormais demander le droit d'être son rival.

démocratie normalisée

Voici enfin venir l'ultime candidat, celui de la dernière heure : « L'ex-général de Carvalho, toujours officiellement en résidence surveillée pour sa participation supposée aux événements du 25 novembre dernier, a obtenu les autorisations indispensables de la justice et de la hiérarchie militaire — c'est-à-dire de son principal adversaire, le général Eanes (27). »

Merveille et imposture de la « démocratie normalisée » : c'est à l'homme du commandement dans l'ombre que le Libérateur d'avril doit demander l'autorisation d'être candidat. A celui qui a donné des ordres clandestins et illégaux aux Commandos en révolte contre leur supérieur hiérarchique, Otelo ; à celui qui a court-circuité la « hiérarchie militaire » dont il ne cesse de se réclamer, — et qui l'a court-circuitée trois fois, puisque l'offensive qu'il a conduite était en fait un soulèvement militaire contre Otelo, contre Fabiao, — contre Costa Gomes lui-même, qui « n'était pas dans le coup ». L'opération de quasi-lynchage à laquelle la presse conservatrice et « modérée » se livre, au cours de la campagne présidentielle, contre le Président Costa Gomes apporte une vérification supplémentaire (28) au témoignage d'Otelo devant le Comité Russell.

En fait, l'homme du « poste de commandement central », mis en place de façon officieuse — par qui, au juste ? (29) — était au jour du 25 novembre le chef clandestin d'un pronunciamiento couvert à phraséologie démocratique, d'un putsch militaire à capuchon légaliste. Quand les officiers parachutistes de Tancos, regroupés à Sintra, commencent à prendre contact avec Pires Veloso à Porto et avec Jaimes Neves et Amadora, ils ignorent encore sans doute qu'en parlant pour Cortega ils vont œuvrer dans le plan d'ensemble de ce Numéro 1 quasi occulte du putsch de novembre.

On conçoit aisément qu'il soit maintenant bien placé, comme il l'a fait au cours d'une interview pour lancer des mises en garde contre les « tentations putschistes ». Et l'on peut apprécier à sa juste valeur la sévérité de son langage à l'égard « des militaires compromis dans la tentative de coup d'Etat du 25 novembre, [qui] continuent de tenir des réunions (30) ».

Que ce langage ait le mérite de prolonger et sans cesse de revivifier la narration menteuse sur la « tentative de coup d'Etat de la gauche », c'est bien visible. Que les victimes de la ratière préparée dans l'ombre par le

poste de commandement central illégal d'Eanes usent encore du droit démocratique de réunion, voilà qui est fort scandaleux en effet... A ses yeux.

Après tout, lui-même n'est-il pas prêt à le refaire, s'il le fallait ? Il va le déclarer tout net, il n'hésitera pas « à faire descendre les chars dans la rue (31) ».

S'il fallait ramener la philosophie de l'eanisme à ses propositions de base, en voici deux qu'il serait nécessaire de prélever. L'une vaut pour l'opposition — celle des hommes qui ont libéré le Portugal d'un fascisme sénéscent, par la Révolution d'avril : « Ceux qui ont abusé des libertés démocratiques pendant les deux dernières années, doivent rester sous surveillance... » L'autre vaut par son usage de l'humour noir, chez l'homme du Commandement dans l'ombre, chez l'auteur du putsch de novembre. « Une démocratisation réelle, a précisé le chef d'état-major de l'armée de terre, suppose le... rejet de toutes les tentatives putschistes (32)... »

Ici l'ironie de l'histoire s'est montrée capable de passer presque entièrement dans « ce que disent les hommes »...

Il valait la peine d'écouter sa voix.

J.-P. FAYE

Copyright Ed. J.-C. Lattès 1976

Retus qui a signé l'arrêt de mort du MFA : par les éliminations successives de la tendance gonçalviste, de la tendance Otelo et, finalement, de la tendance Antunes elle-même. C'est-à-dire des trois groupes qui souhaitaient, à des degrés divers, la présence du PCP au gouvernement.

(17) Animée, semble-t-il, par Melo Antunes et ce qui subsistait autour de lui du Groupe des Neuf.

(18) Des deux autres « triumvirs », Vasco Gonçalves passait pour être proche du PCP (bien que vers la fin d'août il se soit rapproché du MES), Otelo de Carvalho étant considéré comme représentant l'extrême gauche, et plus particulièrement le PRP et l'UDP.

(19) Le Comité Russell a recueilli en janvier 1976 le témoignage d'une jeune étudiante de Genève, qui travaillait en novembre-décembre dans une coopérative agricole des environs de Lisbonne, et qui a eu l'occasion d'observer les méthodes mises en œuvre sur les travailleurs des campagnes, par ordre d'Eanes.

(20) Le Monde, 28 mai 1976.

(21) Id.

(22) Id., 2 juin 1976.

(23) Id.

(24) Id. C'est nous qui soulignons. L'ancienne version selon laquelle les sergents parachutistes de Tancos ont été incités par le PCP à occuper les Bases Aériennes, a été déjà démentie par l'interview des 123 officiers paras. S'y ajoute maintenant le démenti d'Eanes lui-même.

(25) Le Monde.

(26) Le Monde.

(27) Le Monde, 28 mai 1976.

(28) Partiellement sous la couverture du ministre... des Affaires étrangères (Melo Antunes).

(29) Le Monde, 5 juin 1976.

(30) Id.

(31) Id.

(32) Le Monde, 21 mai 1976.

on ne peut pas tout dire

blocage des charges en Bretagne

A l'appel de comités de locataires, de quartiers et de la CSCV (ex-AFP) de différentes villes de Bretagne : Rennes, Vannes, Brest, Laval, Nantes, un week-end s'est tenu sur le problème des charges en particulier le coût du chauffage. La collusion des municipalités et des offices HLM avec des sociétés de chauffe y a été dénoncée, de même que l'emploi par les organes administratifs publics des armes du patronat : chantage, menaces, etc.

Une grande convergence s'est manifestée sur les programmes d'action à employer : regrouper le maximum d'habitants à travers des assemblées générales souveraines, blocage collectif des charges, coordination entre les syndicats ouvriers et les habitants en lutte. ■

danger nucléaire dans la Nièvre

Les projets de centrales nucléaires à Belleville et à Beffes dans le Val-de-Loire se précisent. Si les maquettes des futures centrales sont en cours d'exécution et les infrastructures nécessaires répertoriées, par contre l'étude de la « sécurité nucléaire » est très en retard, comme d'habitude. Les habitants n'entendent pas se laisser prendre de vitesse. Ils étaient 400 à Beffes en octobre avant que l'avancée des études ne soit connue ; les militants PSU de la Nièvre feront tout pour qu'ils soient des milliers à Belleville lors de la prochaine mobilisation contre ce programme qui modifierait profondément, s'il était réalisé, l'économie et l'écologie de la région. ■

psychiatre et justice à Tours

Depuis plusieurs années existe à Tours un « collectif d'enquêtes sur les pratiques psychiatriques en Indre-et-Loire »*. Ce comité a découvert que le nombre d'internements arbitraires était particulièrement fort dans ce département. Après l'enfermement abusif d'Eric Burman, en 1970, c'est aujourd'hui au tour de Jean Blériot et de Sylviane Bouchoucha de sa plainte de séquestration abusive respectivement dans les services des Professeurs Sizarot et Etienne de l'Hôpital psychiatrique de Tours. Curieusement, la justice est d'une lenteur exquise quand ce genre d'affaire suscite des plaintes. C'est ainsi qu'un sieur Petitot, ancien sous-directeur dudit hôpital, est inculpé depuis un an, mais sans avoir été renvoyé devant le tribunal correctionnel. Affaires à suivre...

(*) B.P. 18, Rives-du-Cher - 37005 Tours Cedex.

au PSU, ça tourne, ça tourne !

Le groupe « cinéma » sélectionne à la visionneuse toutes les séquences tournées lors de la Fête 76 à La Courneuve. Des kilomètres d'images sur tous les grands et petits débats. Rien n'a échappé à nos caméras militantes : les activités des divers groupes (armée, entreprises, secteur international, les femmes, intéressant et croustillant à la fois tout ça !). Et aussi très sérieux ! Il y a bien sûr les séquences consacrées à l'expression collective.

Mais comme au PSU on veut en donner toujours plus, le groupe « cinéma » demande de rassembler tous les documents filmés possible tournés ici et ailleurs, dans les fédérations et sections (en 8 et 16 mm). Les films prêtés seront reproduits et ensuite retournés à leurs propriétaires.

Le groupe demande aussi de constituer des dossiers sur les mouvements sociaux que chacun peut rencontrer afin de pouvoir se rendre sur place pour filmer.

Il est aussi demandé de mettre à la disposition du groupe le maximum de matériel cinématographique (caméra 16 mm synchrone, Eclair 16 - Arriflex), magnétophone Nagra Synchrone, etc.

Pour TS rens. : Pascal Gollet - PSU - 9, rue Borromée - Paris 15^e - 566-45-37. ■

Sur l'Espagne,
D'ANDRÈS NIN

LES MOUVEMENTS D'EMANCIPATION NATIONALE

Ed. Syros, coll. « Histoire et Théorie » ; 204 p. 24 F

le travail social contrôlé

Le PSU et l'Intersyndicale CFDT-CGT du CEMA (Centre d'Entraînement aux méthodes d'Education Active) se sont rencontrés et ont procédé à un échange de vue sur la situation de l'Ecole de Formation de Phallempein et du secteur de l'Enfance Inadaptée.

Pour le PSU, nous assistons actuellement à d'importantes restructurations dans le secteur social. Pour le pouvoir, ce secteur, qui n'est pas directement productif dans la période actuelle, doit devenir le moins coûteux possible.

Cette politique de restrictions rend nécessaire une reprise en main du secteur, un contrôle idéologique accru sur les travailleurs et les usagers. Ceci explique les réorganisations que l'on constate un peu partout, qui se traduisent pour les travailleurs par : licenciements, fermetures, dégradations des conditions de travail.

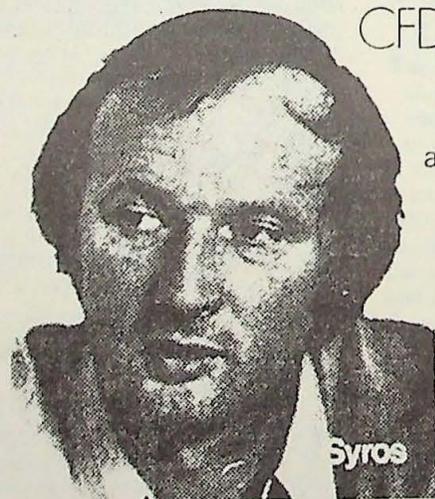
Les écoles sont particulièrement visées par la loi anti-sociale de Lenoir (1975). Les CEMEA (association 1901), comprenant cinq centres de formation, tombent sous le coup de cette loi. En effet la direction des CEMEA impose le démantèlement des cinq centres de formation en leur donnant à chacun une autonomie juridique et financière allant dans le sens d'une compression de personnel, d'une aggravation des conditions de travail et d'un contrôle accru sur la formation.

Le PSU s'étonne des positions prises par la direction CEMEA (se réclamant du Programme commun) qui fait le jeu du pouvoir en appliquant à la lettre la loi Lenoir.

Il annonce l'attitude anti-démocratique et anti-syndicale dont a fait preuve la direction CEMEA lors des négociations et affirme son soutien totale à la lutte des travailleurs des CEMEA pour la sauvegarde de leur emploi et des Centres de Formation. ■

FREDO KRUMNOW

CFDT AU COEUR



« l'autogestion répond au besoin fondamental de responsabilité et de liberté chez les travailleurs ».

Fredo Krumnow

192 pages, 22 F

Syros

9 bis rue Borromée - 75015 Paris

amnistie = répression

Le premier anniversaire de la mort de Franco a été célébré comme il se devait dans l'Espagne de Juan Carlos. La police, consacrée démocratiquement par les chancelleries européennes, a réalisé ce jour-là un de ses plus gros coups de filet.

154 militants de la LCR ETA VI ont été arrêtés alors qu'ils se réunissaient au Pays basque.

Immédiatement la plupart des organisations ouvrières ont entamé une campagne de solidarité.

En France, des motions commencent déjà à affluer à l'ambassade d'Espagne.

Le PSU s'associe activement à ces manifestations de solidarité. ■

« un procès ordinaire en URSS »

Nom : STERN Mikhaïl.

Profession : médecin-chef du centre d'endocrinologie de Vinnitza, près de Kiev (Ukraine).

Signes particuliers : barbiche distinctive du judaïsme.

Condamné : à une privation de liberté de huit années à purger dans une « colonie de travail correctif à régime renforcé » et à la confiscation de tous ses biens après un procès qui honore la « patrie du socialisme ».

Réputé depuis trente ans pour sa compétence et son dévouement, membre du parti communiste de 1944 à 1974, le docteur Mikhaïl Stern est jusqu'en mai 1974, date de son arrestation, un médecin presque sans histoires, d'une conscience professionnelle sans égale et jouissant d'une très grande popularité auprès de ses malades. Mikhaïl Stern a deux fils : Victor et August. Ces derniers ont l'incongruité de demander un visa de sortie aux autorités soviétiques pour émigrer en Israël. Les ennuis de la famille Stern commencent le jour où le docteur refuse de se plier aux injonctions des « organes » du Parquet qui lui suggèrent de faire pression sur ses fils et d'user de son autorité paternelle pour les dissuader de quitter l'Union soviétique. Stern est alors arrêté après un cambriolage mystérieux dont les auteurs, ne seront jamais retrouvés, voire inquiétés.

Il passe six mois dans une casemate, le temps pour le juge d'instruction Kravtchenko de lui fabriquer un dossier sur mesure : six mois sans contacts avec sa famille, six mois

sans liens d'aucune sorte avec son avocat, six mois sans soins, à cracher du sang à la suite de crises répétées d'hémoptysie. L'acte d'accusation dressé après l'audition de plus de deux mille des patients du docteur Stern lui reproche notamment d'avoir touché au cours d'une vingtaine d'années des « pots de vin », dont l'énoncé témoigne de leur caractère hautement criminel : deux oies, un coq, soixante dix œufs, trois paniers de pommes et 775 roubles !

Arrive le procès, un procès qui grâce à l'incroyable ténacité des fils du docteur Stern a pu être enregistré en grande partie et totalement reconstitué à l'aide de leurs notes ; un procès digne des annales de la pire injustice. Stern plaide non coupable. Tout est truqué du début à la fin mais avec le souci apparent de respecter la légalité soviétique dont le formalisme n'a rien à envier aux codes de procédure pénale occidentaux les plus libéraux. La procédure est-elle publique ? La salle du procès est remplie bien avant l'audience par des « civils », des « étudiants » ou des ouvriers d'une

usine de chaussures voisine du tribunal, réquisitionnés, on ne sait pour quoi, mais ravis de chômer une journée à la gloire de la justice soviétique.

honteux et dérisoire

Les témoins à charge ont le droit de rétracter les dépositions qu'ils ont faites à l'instruction ? Peu le savent, beaucoup sont illettrés (ce qui en soi témoigne des progrès incomparables de l'URSS sur le plan de l'éducation) et s'avèrent incapables de relire à l'audience les propos qu'ils sont censés avoir tenus à l'instruction. Curieusement la quasi totalité d'entre eux se rétractent et transforment au fil des jours le procès de Stern en un incroyable défilé de sympathisants qui louent sa compétence, son dévouement et ses qualités humaines.

Les rares témoignages à charge qui subsistent sont entachés de tant de contradictions que l'accusation est complètement en morceaux à l'issue du procès. Ce qui n'empêche pas le Procureur de traiter Stern d'« extorqueur qui faisait son beurre avec le malheur et les souffrances d'autrui, qu'il a transformé sa main ferme en patte à graisser, sur laquelle venaient s'accumuler les billets de banque arrachés aux enfants », qu'enfin, « cet Esculape — dieu de la médecine — ne dédaignait rien, ni les groseilles, ni les œufs, ni la volaille... » La cuisine de Stern faisait feu de tout bois. L'éloquente diatribe du Procureur se termine par ces mots : « citoyens, juges, le voilà devant vous, ce criminel, ayant commis des crimes d'Etat ! Regardez ses yeux, vous y verrez la soif du profit... »

Un procès honteux, un procès dérisoire, dérisoire pour l'observateur averti mais terrible pour le principal intéressé. Il est encore plus terrible

de savoir que cette mascarade en forme de procès est connue alors que toutes les autres ne le sont pas ou si peu. Il s'agit en effet d'un procès ordinaire en URSS, un procès dont nous avons connaissance grâce à la personnalité de l'accusé, Mikhaïl Stern qui force le respect tant le courage et la ténacité qu'il manifeste dans le malheur sont grands.

Un procès ordinaire enfin dont le déroulement restitué, telle une tragique mais banale pièce de théâtre, les aspects économiques, sociaux, culturels et idéologiques d'une petite ville d'Ukraine.

Il faut lire cet ouvrage (1) et méditer le cri que Stern accablé mais debout, lance à ses juges : « mais je suis jugé par un tribunal soviétique et non par la junte chilienne ! »

Michel ETIENNE ■

(1) Un procès ordinaire en URSS le docteur Stern devant ses juges enregistré clandestinement. Editions Gallimard - Collection Témoins - 338 pages. En vente à la librairie Syros.

laissez vivre le « Parisien libéré »

Notre confrère Rouge vient de dévoiler une bien curieuse association entre « Laissez-les vivre » et le Parisien libéré. Mme Lejeune, épouse du Professeur Lejeune, ancien président de cette association qui se distinguait par son magnifique combat contre l'avortement, achetait fictivement 500 exemplaires par jour du torchon d'Amour moyennant le versement à l'association sur le principe des vases communicants, d'une subvention égale au montant des abonnements.

Inutile de préciser que la justice se saisira de cette affaire avec autant de diligence que lorsqu'il s'agit de poursuivre les ouvriers du Livre qui s'amusaient périodiquement à faire des confetti du Parisien libéré. ■

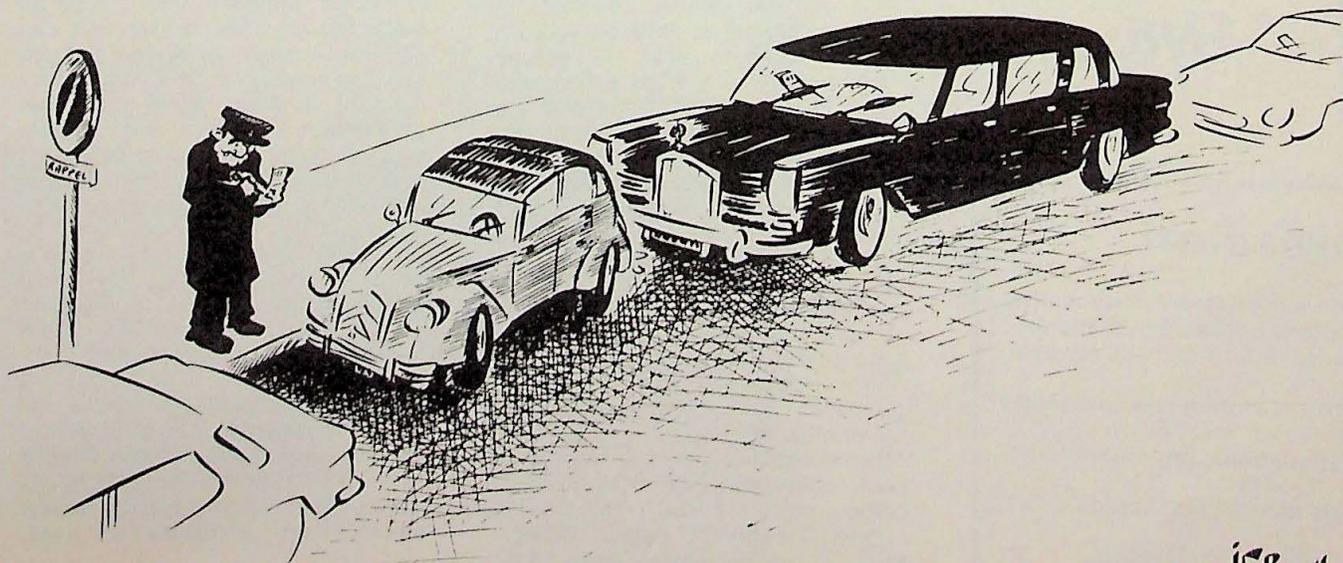
« au nom du peuple français »

« C'est au nom du peuple français » que la Cour d'Assises de l'Orne vient d'acquitter purement et simplement un jeune homme de 24 ans, qui à l'occasion d'une altercation avec des travailleurs originaires d'Afrique du Nord avait tiré à quatre reprises, laissant M. Boumedienne Boufeldja paralysé à vie, et son voisin M. Seghloaur Ben Mathallah, blessé de deux balles dans le ventre et la cuisse.

L'heureux acquitté devra quand même payer 390 000 F à la victime. Comme l'a déclaré l'avocat de ce tireur d'élite : « c'est un verdict équitable ». Il est vrai qu'il n'avait pas hésité à justifier au procès la conduite de son client en expliquant que « les Arabes ont le couteau facile ».

Un bel et brillant avocat, du racisme quotidien, ce maître André Parleani ! ■

TOUS EGALX DEVANT LA LOI...



J.F. Batelier

garde à vous mêmes

B.A. 725 du Bourget du Lac : libérez Monet, Lavanchy et Blanc !

Au Bourget du Lac, le mardi 12 octobre, trois appelés sont arrêtés par la Sécurité Militaire, puis mutés à la B.A. de Salon-de-Provence, après de longs interrogatoires. Il s'agit du sergent J.-L. Monet, militant CGT-Equipement, et des soldats M. Lavanchy et G. Blanc. Accusés d'avoir rédigé le n° 4 de *L'Hélice dans la vallée*, ils sont sanctionnés de 60 jours d'arrêt de rigueur pour les deux premiers, et de 40 jours pour le troisième. Le motif officiellement invoqué est « menées antimilitaristes », ce que la publication des documents incriminés démentirait certainement.

En montant cette affaire la hiérarchie militaire a cru pouvoir se débarasser en silence d'un Comité de Soldats dont la vitalité, jugeait-elle, constituait une menace sérieuse.

Depuis le mois de juin en effet, « *L'Hélice dans la vallée* » publie en première page une déclaration commune des UD CGT CFDT FEN et du CDJA de Savoie qui apportent leur soutien au C.S. du Bourget sur la base suivante : lutte pour les droits démocratiques (information, expression collective, revendication); respect de l'autonomie d'orientation et d'action du Comité. Celui-ci prend clairement position pour la construction d'un syndicat de soldats et petits engagés, lié au mouvement ouvrier, et, comme formes transitoires vers cet objectif, pour la constitution d'Unions Régionales de Sections Syndicales de Soldats.

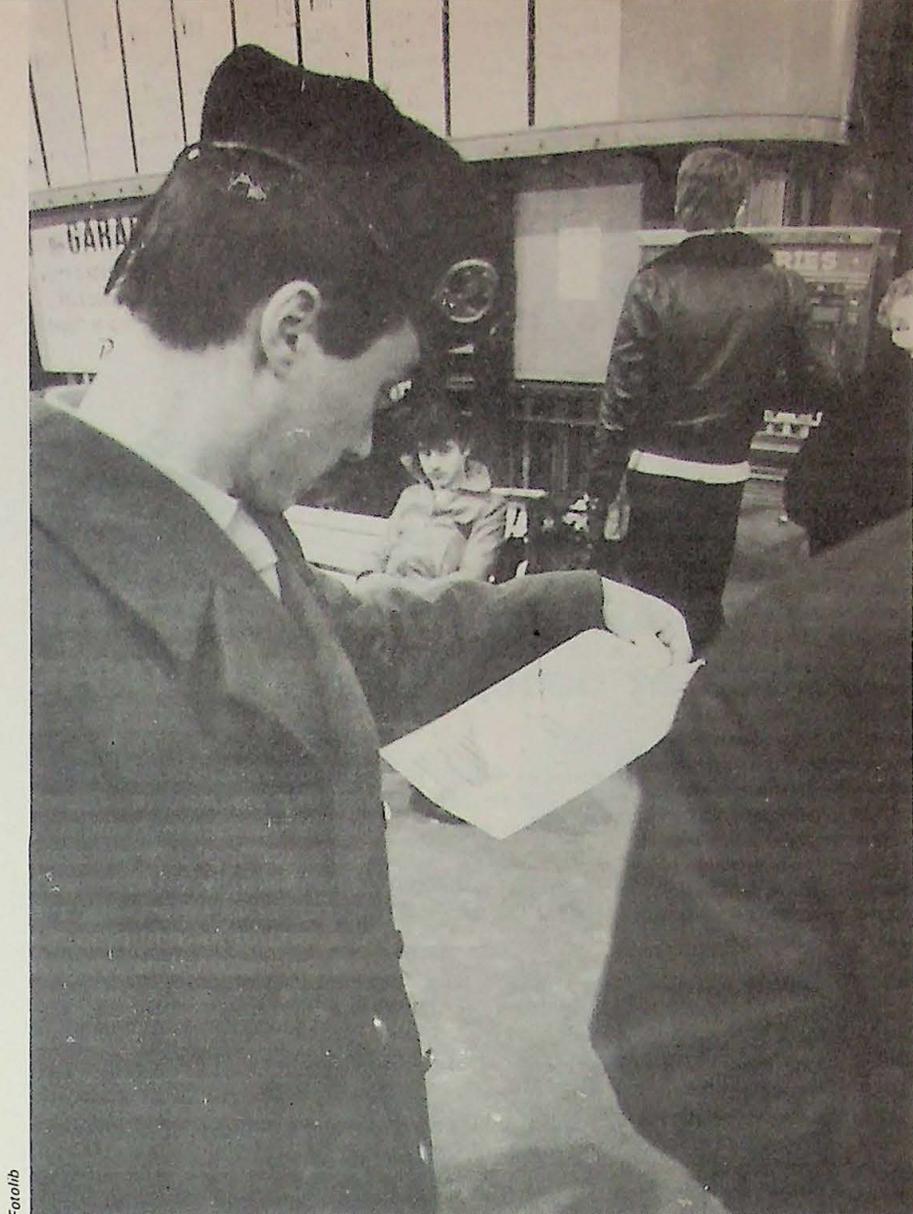
Le C.S. obtient chez les appelés et petits cadres du Bourget, comme à l'extérieur de la Base, un écho grandissant dont témoignent notamment une série d'articles et communiqués parus dans la presse régionale et nationale, ainsi que l'ampleur du soutien militant qu'il reçoit (bombages, diffusions de tracts...). Il participe aux interventions de la coordination Rhône-Alpes des C.S. (tracts d'août et octobre distribués simultanément dans les principales villes et de nombreuses casernes de la région), coordination qui est sans aucun doute, à travers lui, visée par la S.M.

organiser la riposte !

Récemment, le Comité du Bourget-du-Lac dénonçait l'utilisation du Génie Militaire contre les grévistes de l'AREA à Chambéry et le logement des gardes mobiles dans les locaux de la B.A. 725. Aujourd'hui le ferme soutien de l'ensemble du mouvement ouvrier sur la région doit obtenir la libération des trois emprisonnés et l'arrêt de toute poursuite (l'hypothèse d'un procès en TPFA n'étant pas à écarter). C'est ce que réclame le tract de la Coordination Rhône-Alpes des C.S. diffusé à Lyon le 23 octobre et un communiqué transmis à la presse par le C.S. du Bourget-du-Lac.

Les démarches entreprises par la

Ligue des Droits de l'Homme de Savoie auprès du commandement militaire et la protestation publique du syndicat CGT des P.T.A.S. de l'Equipement (parue dans *L'Humanité* et dans *Rouge* du 23 octobre) ont posé les jalons d'une riposte d'envergure. Il faut y ajouter les prises de positions de la CFDT-CGT Equipement du Rhône (communiqué commun), du Centre Départemental des Jeunes CGT 69, de l'Union Syndicale de la Construction du Rhône CGT, et les campagnes de pétitions, télégrammes, qu'ils ont engagées. Mais il faut maintenant sans retard passer aux étapes supérieures. L'enjeu est



Foro/ib

d'importance : après, entre autres expériences, la solidarité victorieuse en juin dernier de la fédé CFDT construction bois et du C.S. du 4^e RG de la Valbonne contre la mise au trou d'appelés ayant refusé de briser la grève des éboueurs de Monin-ordures-service, c'est bien un pas en avant, et non en arrière comme le voudrait la hiérarchie militaire, que

doivent faire ensemble le mouvement de soldats et le mouvement ouvrier dans la région Rhône-Alpes !

Les révolutionnaires pour l'auto-gestion s'y emploieront.

Soldats Travailleurs Unis Vaincrons !

Olivier NATCHEL
Fédération du Rhône du PSU ■

lettre ouverte au général de la 2^e brigade parachutiste

Il pleuvait, il y avait du vent, il faisait déjà nuit ce lundi 4 octobre 1976. Il n'y avait plus qu'à attendre, tout était prêt, nous attendions tous, les 500 hommes du 1^{er} RCP, l'heure du rassemblement. L'heure de monter dans les G.M.C., l'heure de se rassembler sur la zone d'embarquement. Comme d'habitude, tout était réglé par l'horloge, par l'horaire, et nous ne savions rien, maintenus dans l'ignorance, contraints de nous en remettre à l'état-major de la 2^e Brigade parachutiste, ordonnatrice de ces manœuvres « Provence ».

Nous appréhendions ce saut, nous sentions que le mistral s'était levé ; peut-être que le saut allait être annulé, mis « en croix » comme lorsque les conditions météorologiques sont trop mauvaises.

Sur la zone de saut tout devait être en place, et le vent devait être soigneusement ausculté par l'anémomètre. Le saut étant prévu de nuit, c'est la gaine portant l'arme suspendue en-dessous de nous qui devait nous indiquer l'arrivée au sol.

Dans l'avion, le souvenir de la Saint-Michel et du dernier week-end passé à Pau nous trottaient encore dans la tête. Quatre semaines de manœuvres avant le retour au Camp d'Irdon, avant la prochaine permission.

Serrés les uns à côté des autres, les copains alignés en face, méconnaissables sous leur casque, la gaine contre la cuisse, la musette fixée sous le parachute ventral avec deux jours de vivre ; cette position allait durer plus d'une heure dans l'avion. Avant de nous lever, nous attendions avec impatience le moment de quitter cette position inconfortable pour passer la porte. Lorsque notre SOA est accrochée, le capitaine Moussart nous répète une 3^e fois l'intox : 2 mètres/seconde de vent au sol !

l'armée au jour le jour

La porte franchie, le parachute ouvert, je m'aperçois très rapidement qu'il y a énormément de vent, nous dérivons au-dessus d'une zone de saut, très mal balisée d'ailleurs. Le choc est rude, à plus d'un kilomètre de l'endroit prévu. Plusieurs d'entre nous sont entraînés sur des dizaines de mètres dans la rocaille comme avant de pouvoir se désangler.

Après les trois premiers passages, les largages sont interrompus. Nous comprenons tous qu'ils sont interrompus car le vent est trop violent. Mais non, de votre O.G. vous donnez l'ordre de continuer.

Et c'est la catastrophe : 3 camarades sont noyés dans un petit lac où une quarantaine d'entre nous sont tombés avec leurs 50 kilos d'équipements et de parachutes, ligotés dans les suspentes et tirés par le vent.

Nous avons été tellement dispersés par le vent que le ralliement au sol a pris toute la nuit. Le dernier de nos camarades noyés n'a été retrouvé que le lendemain à midi.

Alors mon Général, vous saviez que le vent était trop fort puisque les largages ont été interrompus après le 3^e passage ? Vous n'avez respecté aucune des consignes de sécurité, vous avez préféré continuer l'hécatombe. En plus des 3 morts, il y a eu des dizaines de blessés, vite évacués et renvoyés dans leur famille pour qu'ils ne puissent raconter ce massacre.

Les appelés doivent témoigner, une commission civile d'enquête doit faire la lumière sur la sécurité dans l'armée.

Car c'est 6 morts au 1^{er} RCP en moins d'un an ! Alain Mercier suite à des marches forcées en décembre 1975 ; un lieutenant dans un saut en janvier 1976, un appelé noyé en juillet, et ces trois camarades. Cela suffit.

ALAIN, appelé au 1^{er} RCP de Pau ■

la parole à

Pierre Jalée :

« espoirs et déceptions »

En 1965, un livre paraissait aux éditions Maspéro : *Le pillage du Tiers-Monde* sous la signature de Pierre Jalée. Depuis il n'a cessé d'être réédité et remis à jour. Pierre Jalée explique ici-même, les espoirs et les déceptions que le Tiers-Monde a fait naître. Sans doute pense-t-il également que le temps est venu de tenir de nouveau un discours marxiste dans nos pays développés. D'où ces derniers ouvrages, et le sens de cette interview.

T.S. : Le Tiers-Monde a été pour la gauche française, dans le passé, l'occasion d'une évacuation de ses propres problèmes — un exutoire. On n'a pas pris une exacte mesure de ce qui s'y déroulait, on a transféré sur Cuba et le Che, le Chili, voire l'Algérie, des espoirs qui paraissaient irréalistes en Europe. Cela fait figure aujourd'hui d'un non-sens. Pourquoi ?

Pierre Jalée : Il est certain que moi-même, dans le passé, il m'est arrivé comme à beaucoup d'autres de privilégier abusivement les possibilités révolutionnaires dans divers pays et régions du Tiers-Monde, et parallèlement de sous-évaluer les potentialités de changement en Europe et en France. Les deux phénomènes étaient évidemment liés : le premier réagissait sur le second, et inversement. Oui, nous avons reporté sur le Tiers-Monde des espoirs révolutionnaires qui n'apparaissent pas fondés, et pour longtemps, dans les pays industrialisés. A cela, je crois, deux raisons principales :

a) la première est une appréciation tout à fait insuffisante de la réalité de classes dans les pays du centre impérialiste. Les Etats du Tiers-Monde étaient — et sont d'ailleurs de plus en plus — pour la plupart entre les mains de classes ou couches dirigeantes, qui constituent parfois de véritables bourgeoisies nationales ou de telles bourgeoisies en voie de formation, et qui dans d'autres cas consistent en groupes sociaux privilégiés et dominants, à base féodale, militaire, commerciale ou bureaucratique. Or, ces classes ont l'habitude de vivre en symbiose avec le système impérialiste. Le mot symbiose apparaît d'ailleurs trop léger. La réalité, c'est celle de plus en plus d'une véritable intégration des classes et couches dominantes du Tiers-Monde et des bourgeoisies du centre impérialiste, dans une bourgeoisie mondiale qui règne sur le monde capitaliste et s'en partage les profits. Les classes ou couches dirigeantes du Tiers-Monde savaient et savent que leur intégration à cette bourgeoisie mondiale, même en qualité de participants mineurs, implique des concours divers (y compris militaires) qui leur garantissent le pouvoir d'Etat. Or, ce pouvoir d'Etat s'exerce, là comme ailleurs, en régime capitaliste, par l'op-

pression et l'exploitation des masses laborieuses et populaires. Le problème qui se posait, et qui se pose aujourd'hui, avec davantage d'acuité encore, est donc simplement celui de déterminer, entre associés à l'intérieur de la bourgeoisie mondiale, les bases du partage des produits de l'exploitation des richesses nationales et du travail des populations du Tiers-Monde. Il existe en d'autres termes, dans le cadre de la bourgeoisie mondiale, entre ses composants du Tiers-

Monde d'une part, du monde industrialisé d'autre part, une rivalité interne pour le partage de la plus-value extraite dans le Tiers-Monde. Telle est la signification de l'actuelle conférence Nord-Sud par exemple. Mais cette rivalité n'est que secondaire en ce que, loin de remettre en cause les structures de domination et d'exploitation impérialiste, elle s'efforce de les renforcer car plus grand sera le gâteau, moins son partage soulèvera de difficultés. Et comme la calamité des calamités serait la disparition du gâteau, tous sont farouchement unis pour sa préservation et à tout prix.

C'est l'insuffisance, dans le passé, d'une analyse de classes de cette nature, qui avait conduit à la surestimation des possibilités révolutionnaires dans le Tiers-Monde. On n'avait pas mesuré à quel point s'attaquer à l'une des pièces du système, même paraissant faible, c'était courir à l'affrontement avec tout le système impérialiste. La guerre du Vietnam a montré l'énorme prix qu'il fallait payer, même pour une victoire localisée, et les événements du Chili ont mis en évidence qu'une entreprise d'émancipation anti-impérialiste, dans un pays de dix millions d'habitants, était insuffisante pour que se

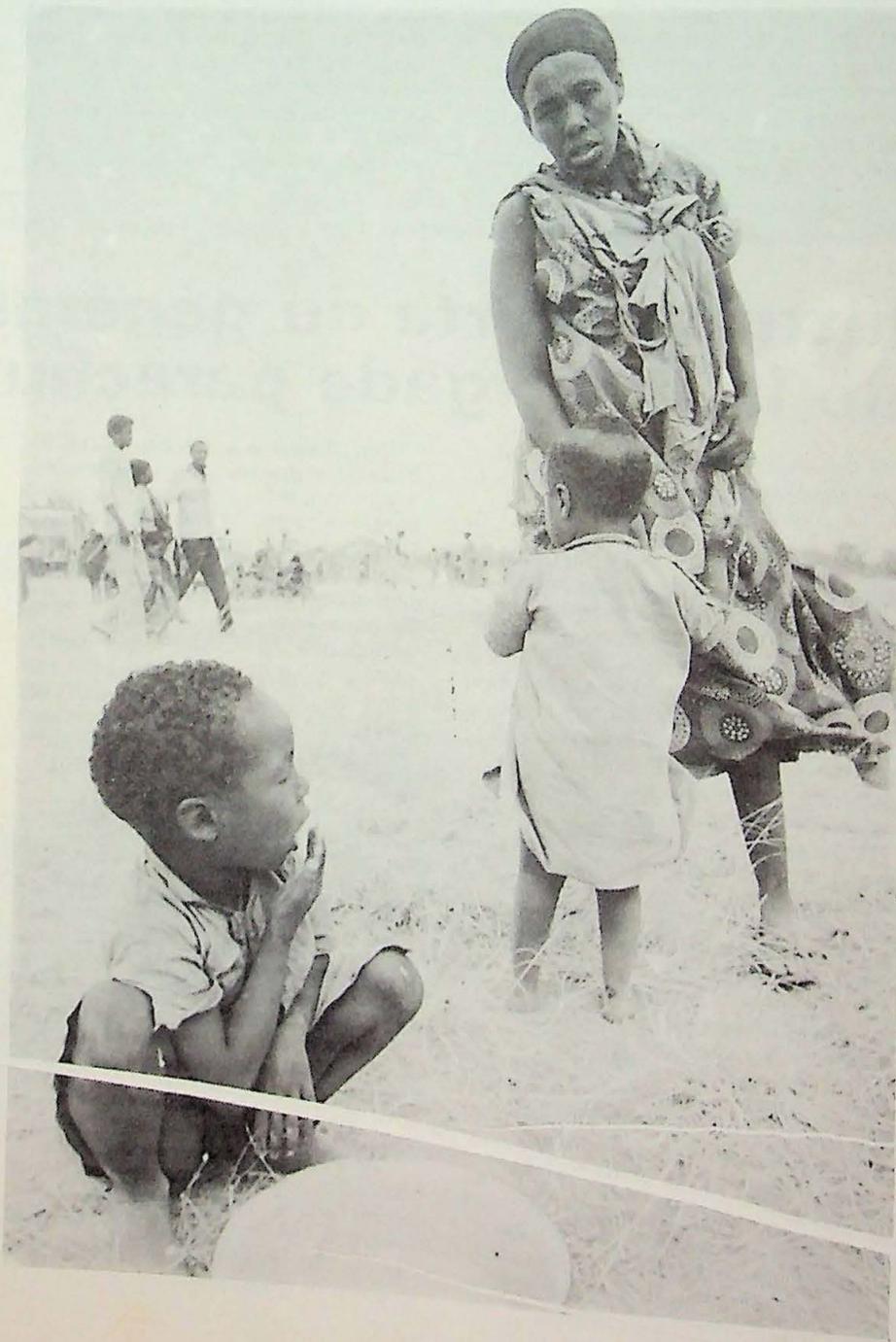
réalise l'union sacrée fondamentale entre une bourgeoisie nationale appuyée sur une armée de classe, le pouvoir capitaliste des grands monopoles représenté plus spécialement par l'ITT, et l'Etat le plus puissant du monde et dirigeant de l'impérialisme mondial.

b) Il y a une dizaine d'années, le capitalisme mondial était dans une phase d'expansion qu'il n'avait pas connue depuis quelque trois quarts de siècle et que, peut-être, même, il n'avait jamais connue à ce degré. Si l'on ajoute à cela qu'en France, un pouvoir politique fort et au service du grand capital, s'appuyait sur un large consentement populaire, il est explicable qu'aient été sous-estimées les chances de renaissance d'une ample contestation ouvrière.

T.S. : Les expériences « socialistes » se sont toutes produites dans des pays arriérés ou encore sous-développés, y compris en Europe de l'Est. Pourquoi ?

P.J. : Il est certain, qu'il s'agisse de la Russie en 1917, de la Chine, du Vietnam du Nord ou de Cuba, d'autres encore, que le « socialisme » est apparu uniquement — jusqu'alors dans des pays plus ou moins arriérés et non ou fort peu industrialisés. Le cas des pays de l'Europe de l'Est doit à mon avis, être à part, ainsi que celui de la Corée du Nord, les types nouveaux de société qui y ont été instaurés l'ayant été par conquête militaire extérieure et partage du monde (Yalta). Il est non moins certain que le fait ainsi enregistré ne répondait en rien à ce que Marx avait prévu. Mais Marx n'avait pas connu le foudroyant développement de l'impérialisme à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci. Lénine qui, par contre, en a été le témoin, a donné de ce phénomène l'explication dite du « maillon le plus faible » : le colonialisme ayant eu pour effet d'implanter ou d'affermir le système capitaliste dans toute une chaîne de pays qui ne le connaissaient pas ou peu, et ayant ainsi constitué ce système capitaliste impérialiste à l'échelle mondiale et en un temps relativement bref, il était normal que les craquements dans le système se produisent dans les maillons les plus fragiles de la chaîne. Cette explication — que je résume un peu vite — me paraît pouvoir être admise pour l'essentiel.

Elle peut paraître en contradiction avec ce que je viens de dire, lorsque j'ai mis l'accent sur l'extrême difficulté pour un mouvement révolutionnaire dans un pays du Tiers-Monde de se développer jusqu'à une issue victorieuse. Mais cette appréciation portait sur le monde d'aujourd'hui alors que celle de Lénine portait sur le monde d'hier. L'impérialisme ascendant et des terribles rivalités inter-impérialistes, allant jusqu'à la guerre, pour le partage du monde. Il était possible alors de jouer de ces rivalités pour faire céder un maillon faible ou plus propice. L'impérialisme d'aujourd'hui, qui demeure en essence l'impérialisme, est malgré sa puissance un impérialisme sur la défensive, et par là même contraint de s'intégrer institutionnellement à l'échelle mondiale. Ses rivalités certes subsistent.



mais elles ne peuvent plus se développer que dans le cadre d'un ordre impérialiste mondial toujours dirigé par les Etats-Unis. Toute guerre impérialiste en vue d'anéantir une contestation anti-impérialiste dans le Tiers-Monde reçoit dès lors l'appui à des degrés certes divers, de l'ensemble impérialiste lui-même (Vietnam, Angola), et si ces deux pays ont pu néanmoins s'en sortir victorieusement c'est grâce à une aide massive extérieure qui donne à ces conflits un double aspect : d'une part celui d'une guerre nationale émancipatrice, et d'autre part celui d'un affrontement indirect et sur terrain neutre entre les deux super-puissances.

T.S. : Le Tiers-Monde est aussi le Tiers-Monde européen. Et là aussi se sont produites des expériences, telle celle du Portugal, et cela malgré un fascisme installé. Pourquoi ? Et pourquoi a-t-on abouti à la situation actuelle ?

P.J. : Le Portugal était hier un pays bien singulier : impérialiste et même encore colonialiste au regard de trois pouvoirs africains, et par ailleurs lui-même dominé et exploité économiquement par l'impérialisme des grandes puissances. Une sorte de sous-impérialisme, ou d'impérialisme-relais, subissant par ailleurs un régime fasciste.

Pourquoi l'aboutissement à la situation actuelle ? Je me garderai d'être catégorique. Mais il me semble que le Portugal a été victime d'une discordance entre des conditions objectives qui conduisaient au bouleversement d'avril 1974, et l'impréparation politique des masses et des organisations politiques due précisément au fascisme. C'est probablement cette discordance qui a conduit l'armée à jouer un tel rôle. Or une armée peut contenir des éléments sains et même révolutionnaires, mais dans sa masse une armée, et surtout une armée forgée par le fascisme, ne saurait être apte à conduire à bonne fin une authentique révolution. Dans ce contexte, il n'est pas extraordinaire que le PCP soit apparu comme le plus dogmatique d'Europe et ait commis des fautes. Il n'est pas extraordinaire non plus que la bourgeoisie portugaise ait fait le jeu, directement ou indirectement, d'un parti socialiste qui lui apparut comme la meilleure planche de salut. La responsabilité du parti socialiste et de Mario Soares dans le dévoiement de la révolution portugaise me paraît écrasante.

T.S. : Aujourd'hui, dans un pays industriel comme la France, la bataille pour le mouvement ouvrier passe-t-elle par une confrontation

ou une compétition avec la social-démocratie classique ? Par un mouvement communiste qui ne se réclame plus de la dictature du prolétariat, sans qu'il ait défini ce que cet abandon représente ? Ou par le courant du socialisme dit autogestionnaire qui n'est pas lui-même sans ambiguïté ?

P.J. : J'avoue être un peu assommé par l'ampleur et la complexité de la question. Mais d'abord une précision : si le « mouvement ouvrier » proprement dit est, et doit rester l'élément principal et moteur du mouvement des masses, il ne s'identifie pas avec ce mouvement des masses qui est beaucoup plus large, surtout dans une société où le poids quantitatif de la classe ouvrière diminue en valeur relative au regard du total des salariés.

Quant à la question même que tu poses, je l'aborderai personnellement de la façon suivante, mais hélas en me résumant beaucoup trop : des enquêtes et travaux officiels et récents en France et aux Etats-Unis, ont montré que le taux de profit moyen des entreprises, depuis une dizaine d'années, manifeste une tendance à la régression. Cette tendance se développe dans un contexte économique tel qu'elle fait irrésistiblement penser à la loi de Marx sur la baisse tendancielle du taux de profit. Baisse « tendancielle », parce que la tendance en question peut être combattue par divers moyens ou interventions ayant un effet inverse. Mais il semble qu'aujourd'hui, dans un capitalisme parvenu à un stade extrême de développement mais aussi à l'exacerbation des contradictions qu'il engendre, les moyens de s'opposer à la baisse du taux de profit soient devenus moins nombreux et moins efficaces. Cela ne signifie pas que cette baisse va s'accélérer régulièrement et que le capitalisme va crever de sa belle mort, mais ceci paraît bien signifier que le capitalisme entre dans une phase de sénescence qui pourrait être marquée par une aggravation des antagonismes de classes. Le système capitaliste dans son ensemble, mais à des degrés divers selon les pays, s'avère incapable de faire disparaître une inflation (on parle au mieux de la juguler) qui est une fuite en avant pour défendre par l'absurde le taux de profit, il s'avère tout aussi incapable de lutter efficacement contre le chômage, et il doit dire adieu aux taux de croissance ambitieux d'hier encore. Dans cette optique, il est contraint de revenir plus que jamais à sa vieille arme : la stabilisation des salaires, et au moins la compression aussi forte que

possible de leur croissance afin de préserver la plus-value (plan Barre). En bref, le capitalisme paraît atteint désormais d'un mal pernicieux et chronique, d'où il résulte que se pose, dans les faits eux-mêmes et non plus seulement dans les esprits, l'*alternative socialiste*.

Celle-ci est objectivement à l'ordre du jour. Et dès lors il importe de situer tous les affrontements sociaux et politiques dans la perspective stratégique du socialisme. Pour revenir à la question, cela implique, entre autres et d'abord, une dénonciation sans faiblesse du social-démocratie qui n'est pas susceptible d'apporter autre chose qu'un ballon d'oxygène au capitalisme sur le déclin. Le social-démocratie ayant des adeptes de bonne foi, la dénonciation ne peut que s'appuyer sur un solide débat idéologique.

Le même débat idéologique doit être engagé avec le courant communiste comme avec le courant autogestionnaire, en vue non pas de préfigurer les aspects concrets de la société socialiste d'un demain encore mal situé, mais de dégager les principes qui en tout état de cause prévalent à son instauration, et en tout premier lieu d'aborder le problème le plus fondamental : celui du pouvoir politique, de son essence de classe et de son exercice.

Le mode de production et la société socialiste n'étant en tous cas concevables qu'au service des masses et par les masses le débat idéologique pour le socialisme ne saurait qu'être celui des masses elles-mêmes et non un débat d'état-major, ce qui dans le contexte politique d'aujourd'hui, est d'évidence plus facile à énoncer qu'à réaliser.

T.S. : Actuellement, les travailleurs acceptent, par force et pour l'essentiel, le système de production dans lequel ils sont intégrés, mais à peine sortis de l'entreprise ils remettent en cause ce qu'ils ont vécu dans celle-ci. Comment expliques-tu cela ?

P.J. : Je ne l'explique pas, je le conteste. En effet, bien qu'éloigné physiquement de la classe ouvrière, j'ai quand même des contacts, je dispose d'informations les unes directes, les autres indirectes, qui toutes vont dans le même sens : les travailleurs n'acceptent pas, dans l'entreprise même, le mode de production auquel ils sont assujettis. Bien sûr, leur contestation ne s'exprime pas toujours par des grèves ou des débrayages, elle n'est pas visible de l'extérieur, mais elle n'en est pas moins réelle, active et permanente, au moins pour un très grand nombre et surtout chez les jeunes.

T.S. : Compte tenu de tout cela, quel rôle attribues-tu aux organisations constituées, syndicales et politiques ?

P.J. : D'une façon générale, je crois que les organisations syndicales et surtout les partis politiques sont en retrait par rapport aux masses, à ce qu'elles sont aujourd'hui et surtout à leurs potentialités. Cela me paraît tenir surtout à la rigidité de leurs structures, à leurs méthodes sclérosées, à leur centralisme directorial.



On privilégie le programme, le mot d'ordre, par rapport à la dynamique du mouvement des masses ; et d'autre part on privilégie l'organisation en tant que telle par rapport à son contenu, à ses buts, à son action.

Les travailleurs, sont invités davantage à se rallier à un programme tout cuit, à s'insérer dans une structure syndicale ou politique préfabriquée, plutôt qu'à se déterminer eux-mêmes. Le programme commun en est l'illustration. Cogité par les états-majors, puis écrit dans le granit, il a été ensuite parachuté sur les travailleurs et les citoyens, avec cette invitation : ralliez-vous mais n'y changez rien. Si des changements doivent y être apportés, nous y pourvoierons.

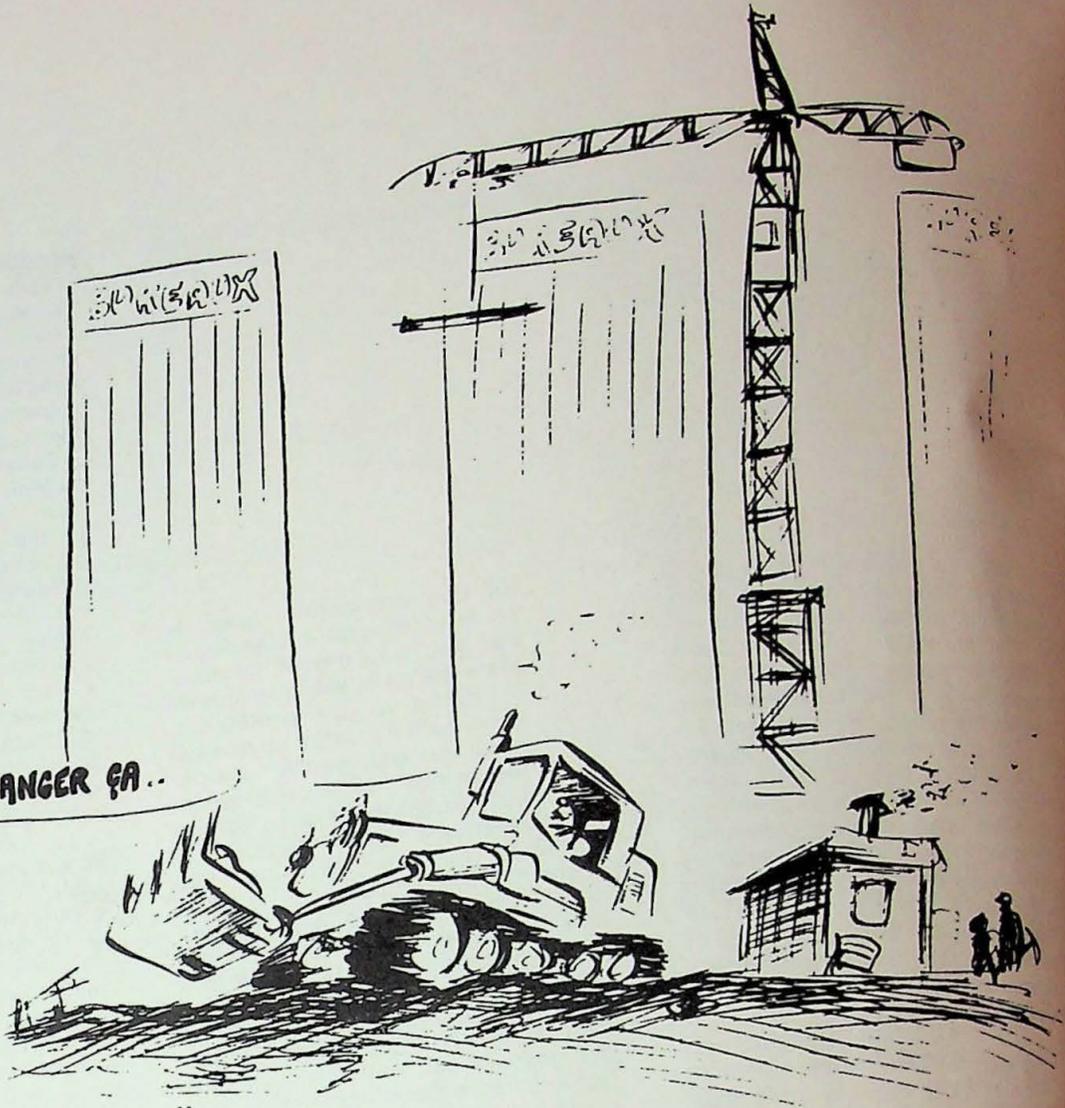
Les partis par ailleurs, me paraissent très insuffisamment sensibles aux incitations qui se produisent dans la société elle-même. L'Etat du grand capital est conduit, dans la conjoncture actuelle, à promouvoir plus que jamais l'autorité, la hiérarchie, à s'affirmer partout comme pouvoir transcendant et omniprésent. Les droits, non seulement des travailleurs, mais des citoyens, du consommateur, de l'habitant, sont partout bafoués, d'où des contestations d'un nouvel ordre, malheureusement non encore politisées et ne visant pas le mal à sa racine : contestations de consommateurs, d'usagers de toutes sortes, écologistes, etc. Des aliénations nouvelles ou prenant une dimension nouvelle sont aujourd'hui ressenties dans les milieux les plus divers, aliénations que j'ai appelées dans un de ces ouvrages « superstructurelles » parce qu'elles proviennent de la superstructure du système. Les partis me paraissent trop indifférents à leur égard, peu conscients du champ d'action qu'elles offrent.

En résumé, partis et organisations syndicales apparaissent comme les structures superposées aux masses, mais n'en étant pas réellement l'émanation, les porte-parole. Il est urgent de les révolutionner. L'objectif devrait être, à mon sens, d'opérer une fusion entre partis et masses, par le moyen d'une communication permanente et dans les deux sens, et dans une vision dialectique. Aux masses à dire ce qu'elles veulent à s'exprimer sur tous les plans. Aux partis à coordonner tout cela. En un mot, au lieu d'être les dirigeants des masses, les partis devraient se faire les secrétaires des masses et leurs éducateurs. Dans l'optique de l'alternative socialiste, loin d'y perdre, ils y gagneraient.

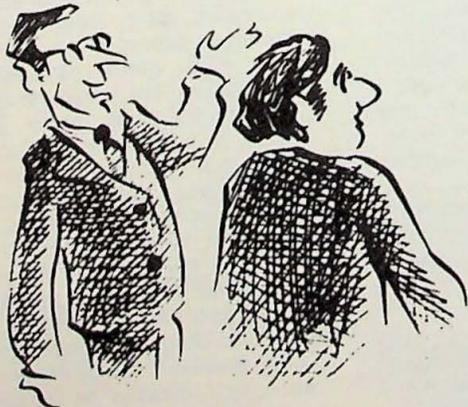
Propos recueillis
par Marc ECHEVERRY ■

JE TROUVE QUAND MÊME QUE
CETTE RÉALISATION - EXCELLENTE AU
DÉMEURANT - MANQUE, COMMENT DIRE,
DE "DIMENSION CULTURELLE"...

ON VA ESSAYER D'ARRANGER ÇA..



ALORS.. SATISFAIT ?..



BUREAUX

BUREAUX

MUSEE

BUREAUX

BUREAUX

PARKING)

PARKING)

PARKING)

c'est aussi politique

Paul Noirot : sans carapace

La «*mémoire ouverte*» (1) de Paul Noirot, est surtout mémoire d'une longue clôture — de la pensée, de la parole, de la pratique — et d'une difficile, souvent douloureuse ouverture. Mémoire d'un militant et d'un intellectuel, ouverte sur le passé d'un parti, le PCF, dont il partage l'histoire 26 années durant. Histoire longtemps maintenue secrète et dont l'écriture semble n'être rendue possible à ses acteurs les plus proches qu'au prix de la rupture ou de l'exclusion : de Charles Tillon à Pierre Daix, Dominique Desanti, Roger Garaudy, Henri Lefebvre... jusqu'à Paul Noirot, actuel rédacteur en chef de *Politique Hebdo*.

Noirot adhéra en 1943 au PC clandestin. Son rôle dans la résistance et dans les camps nazis, rattaché à la vivacité des illusions sur l'URSS, lui avait fait apparaître comme la seule force d'avenir, la seule armée sur le double plan idéologique et organisationnel pour faire face à la barbarie et à la décomposition généralisée des rapports sociaux et humains. Longtemps simple militant de base, il sera de 1953 à 1968 permanent dans la presse du Parti, en particulier à *Démocratie nouvelle*, la revue de J. Duclos, dans laquelle il investira la plus grande part de son énergie militante. Mais il restera toujours coupé de la sphère centrale où, en fonction d'une hiérarchie intangible, s'élaborent stratégie et décisions politiques. Hiérarchie, centralisation, mystères de l'appareil ne seront remis en cause que vingt ans plus tard. Pour un militant d'après 68, il est difficile d'imaginer cette «*épaisse carapace de la foi*» en une cause, identifiée à un parti, qui enfermait tant de militants communistes dans une logique rigide, totalitaire, plaquée sur l'histoire et de plus en plus complètement coupée d'elle, de sa réalité concrète.

C'est bien pour essayer de comprendre que Noirot a écrit ce livre, sans *mea-culpa* inutiles, sans impudeur. Avec une lucidité étonnée il tente de démonter, en nous les faisant vivre du dedans, ces mécanismes psychologiques de refoulement, d'auto-censure et d'acceptabilité qui feront de sincères et courageux militants révolutionnaires des stalinien. «*Je vivais, nous vivions, dans une espèce d'abstraction étonnante, et les accidents de parcours, les difficultés, nous semblaient des bavures, des ombres par rapport à cette éblouissante lumière qui se dessinait à l'horizon : le communisme.*»

Sur le terrain de cette religiosité des consciences, les plus invraisemblables constructions mythiques deviendront possibles et acceptables.

Les mécanismes d'auto-mystification, d'auto-mutilation conduiront des milliers de communistes, ouvriers et intellectuels, à justifier l'ignoble chaîne des procès et des délations : de la Yougoslavie (Tito) à la Hongrie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie (Slansky), jusqu'à la France (Charles Tillon et André Marty) d'abord en 1951, avant la «*chasse aux sor-*

cières» de 1961 hardiment lancée dans le parti par un Thorez vieillissant, archouté à un pouvoir personnel, le «*rapport Khrouchtchev*» toujours au-travers de la gorge, impuissant à analyser les contradictions nouvelles qui, à l'occasion de la guerre d'Algérie, se font jour dans la bourgeoisie.

Si l'aveuglement n'était pas généralisé — et Noirot le reconnaît — s'il y avait toujours eu des intellectuels communistes pour dénoncer ces coups-montés dont l'énormité même tenait lieu de preuve, que pouvaient ces voix solitaires, frappées de suspicion, face à la crédibilité dont le PCF était investi par la grande masse de ses militants ? Crédibilité que légitimait une présence réelle sur le terrain des luttes sociales comme sur celui des luttes anti-impérialistes (guerre d'Indochine, de Corée ; affaire Rosenberg aux USA, etc). Par la suite, les choses seront beaucoup moins évidentes en particulier avec la guerre d'Algérie, qui illustre bien les difficultés des PC traditionnels à comprendre les luttes de libération nationale.

Malgré le «*malaise*» que lui procure le soulagement affiché du PCF devant l'écrasement des révolutions antistaliniennes polonaise et hongroise de 1956, Noirot croira longtemps en la possibilité d'une déstalinisation, d'une débureaucratiation de l'appareil. L'expérience chinoise, dans laquelle il cru voir enfin une véritable révolution socialiste, avait contribué à préserver l'intégrité de sa confiance en un parti de type léniniste. Il compte sur des hommes nouveaux, sur le lent changement des mentalités, sur l'exemple du PC italien (lequel pourtant n'a jamais été stalinisé de la même façon) et surtout, à partir de 1967, tchécoslovaque : «*J'assistai à la première révolution légale dans un grand parti, qui disposait d'une incontestable base populaire. L'événement était pour moi considérable, il justifiait ma poursuite de la lutte au sein du PCF.*» Mais rêver d'un parti susceptible d'être ainsi transformé de l'intérieur n'était-ce pas rêver d'un parti déjà réellement ouvert et démocratique ?

L'ébranlement décisif c'est l'année 68 qui le donnera. Les pages sur la Tchécoslovaquie sont passionnantes. Elles respirent l'enthousiasme pour ce qui prend d'abord la forme d'une

fantastique explosion de la parole et ébauche des rapports nouveaux entre le parti et les organes populaires ; puis, la déception douloureuse devant la mollesse, la méfiance, l'incompréhension totale d'une direction qui désavouera l'intervention russe mais en se gardant bien d'en chercher les causes véritables et d'en tirer des conclusions. Une page gênante était tournée, l'imperméabilité de l'appareil avait une fois encore fait ses preuves...

Tout autant que le printemps de Prague, mai 68 viendra surprendre un

appareil complètement coupé de la jeunesse étudiante, replié sur ses conceptions figées du développement et du contrôle (ah, surtout le contrôle !) d'un mouvement de masse.

«*Politique aujourd'hui*», puis «*Politique-Hebdo*» naîtront de ces flambées dont le sens, lui, n'a pas fini de flamber.

Marion LAY ■

(1) Aux éd. Stock. Coll. «*Les grands sujets*», en vente à la librairie Syros, 38 F.

écrire de la poésie, pourquoi ?

J'ai grandi dans la migraine de la misère quotidienne. Chez mes parents le devenir n'existait pas, nous étions seuls, avec des rêves pour parer au plus pressé. Des jours noirs où le pain «*blanc*» n'était qu'une illusion. Dans cette angoisse journalière j'ai commencé à parler, et comme personne n'écoutait, je me suis mis à écrire. Premières révoltes, premières poésies.

Puis la vie active, le jour de mes 14 ans, Grouillot (enfant/homme à tout faire), puis manoeuvre, OS 1, OS 2 à la SOPELEM (usine de la métallurgie), magasinier à la Sécurité sociale, aujourd'hui agent administratif dans un centre médical.

Prise de conscience de l'action syndicale à la Sopelem, adhésion à la CGT. Délégué au CE puis délégué du personnel. Pendant une grève dans cette usine, prise de contact avec le PSU, adhésion.

Travailler, militer, lutter, écrire tout ça. La poésie, avant tout la démarche d'un militant. Une démarche qui n'est pas individuelle, car elle prend sa source, dans la lutte qui est notre avancée. Alors oui, écrire. La poésie n'est pas un acte à côté de la vie, une rêverie. Comme je le disais elle s'inscrit dans notre vie de tous les jours ; en cela elle n'est pas une occupation annexe.

«*Mesure l'étendue de tes forces dévoile le piège*

l'héritage soigneusement reconduit la duperie des ressemblances.»

Ce «*piège*», cette «*duperie*» est dans le langage lui-même. Ecrire c'est s'efforcer de déjouer ce piège, de casser une idéologie véhiculée chaque jour. Ecrire c'est militer.

«*Il devint ongles enflammés*» part de ce besoin.

«*IL*» est le cheminement d'une prise de conscience.

Révolte contre la grisaille mécanique

révolte angoissée

révolte devenant décision politique.

Mes autres recueils allaient dans ce sens.

1972 «*l'espoir se ferme parfois ne pas accepter*»

«*l'inutile se tient là avec un rien d'ironie*»

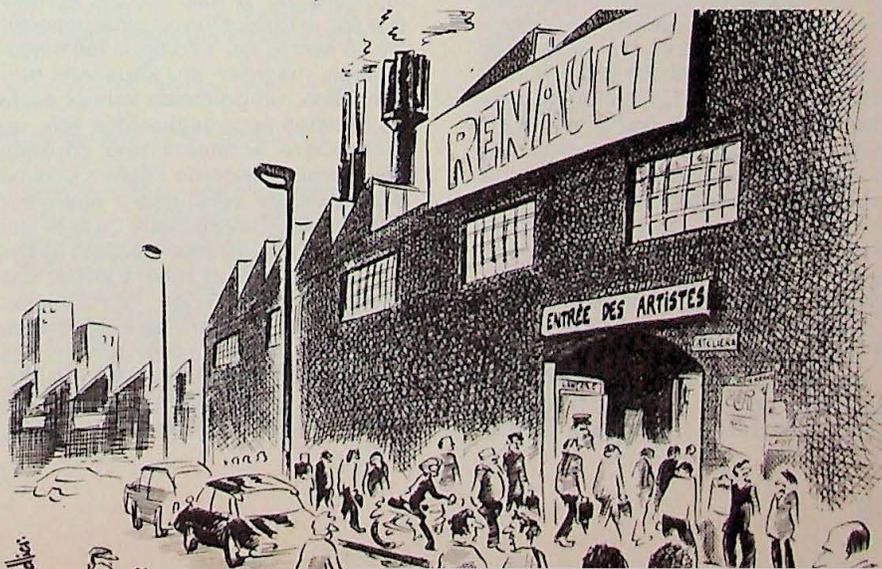
1974 «*Dieu est mort, dieu le roi des fameux*».

Qu'est-ce que «*Cheval d'attaque*» ?

«*Cheval d'attaque*» est le nom d'une revue de poésie, qui a vu le jour en Mai 1968. Revue qui se veut ouverte à toutes formes de poésie. Après avoir réussi à vivre (en France aucune subvention n'est versée aux revues de Poésie), les animateurs de «*cheval d'attaque*» ont décidé de publier des recueils de poésies, mais des publications qui ne soient pas à compte d'auteur. Par cette décision «*cheval d'attaque*» a cassé avec tous ceux qui se font du fric avec la poésie, la vie des autres. Si «*Cheval d'attaque*» n'est pas l'organe d'un parti politique, cette revue est le rassemblement d'individus qui essayent de déjouer les pièges du langage, et à ce titre, une revue de poésie est aussi un lieu de luttes.

Jean-Claude CHASTAING ■

«*Il devint ongles enflammés*» 15 F, et les autres à : Cheval d'Attaque, BP 194, 75565 Paris cédex 12.



actualité de Chatterton

Le *Chatterton* que monte Jean Jourdeuil est aussi intéressant comme processus de création — et tout ce qu'il révèle sur la société du XIX^e siècle et la nôtre — que par sa représentation elle-même.

Jourdeuil s'est demandé pourquoi la pièce de Vigny d'abord bien accueillie parce qu'émouvante, solidement construite, et écrite dans une belle langue, avait été sapée par ceux-là mêmes — Lamartine et Sainte-Beuve, Balzac et Zola — qui ont fondé le système idéologique sur lequel aujourd'hui encore nous vivons. Son travail, qu'il définit comme un retour aux sources, consiste à essayer de voir ce qu'il y a en elle de si gênant pour qu'on l'ait presque exilée de nos scènes. Ainsi Jourdeuil convie-t-il à regarder de ce côté-ci du miroir dans la société dont nous avons hérité et qu'un siècle et demi d'action politique n'a peut-être modifiée que dans ses formes extérieures.

le corset de fer des morales

On connaît l'œuvre de Vigny, en qui se mêlent deux thèmes romantiques, celui des amours interdites et celui du poète maudit de nos sociétés d'argent.

Chatterton, le vrai, s'est suicidé à dix-huit ans en 1770. Vigny l'a vu comme « un homme qui écrit une let-

tre le matin et attend la réponse jusqu'au soir. Elle arrive et le tue. » Cette lettre était une supplique au mécénat d'Etat pour qu'il prenne en considération les droits du poète. On ne lui propose en retour qu'un emploi de laquais. Mais si le Chatterton de Vigny ne peut pas vivre, c'est moins par manque d'argent que parce que lui-même et Kitty Bell, « l'Ange » qui aurait pu le sauver, sont pris dans le corset de fer des morales. Morales hétéroclites, mais qui conjuguent des impératifs avec lesquels nous n'avons pas fini de compter.

Premier précepte : enrichis-toi. C'est la morale de John Bell, riche industriel, patron autoritaire, celle qui, de nos jours encore, transforme incessamment le capitalisme passif en un néo-capitalisme entreprenant. Notons que, dans la pièce, cette morale n'est mise en question par personne, pas plus par Kitty Bell, que son époux exploite comme il fait de ses ouvriers, que par Chatterton lui-même, profondément humilié de ne pouvoir vivre de ses vers. Même le Quaker, s'il constate le mal-fondé d'une éthique du profit, ne sait que lui opposer un idéal, tout aussi ruineux, de pureté et d'abnégation.

Kitty Bell — jouée en une demi-teinte savante par Arlette Chosson —



Photo Sabine Strosser

est une présence aliénée. Supportant tout le poids de la condition féminine, elle s'est accoutumée à ne rien voir, à ne rien éprouver autrement que par le regard ou le sentiment d'un autre. Cet autre étant, bien entendu, l'homme,

mari, maître à penser (le Quaker) ou Chatterton lui-même. Le suicide par lequel Chatterton manifeste son désespoir de poète apporte à l'amant frustré qu'il est aussi une satisfaction : il doit resserrer dans ses chaînes Kitty Bell, vouée désormais au seul amour de ses enfants. Ce suicide répond d'ailleurs à une autre morale, celle des « phares ». Contesté dans son œuvre (qu'il a attribuée, pour la faire connaître, à un moine du XV^e siècle), le poète Chatterton, qui n'apparaît plus que comme un faussaire, ne peut plus remplir le rôle de guide désigné par Dieu, qu'il s'était d'abord attribué. Le culte des élites, que l'enseignement n'a pas cessé de façonner, a pour contrepartie le mépris de ceux que ne distingue pas la réussite sociale. Il hérissé la société où nous vivons de frontières qui défendent l'ordre bourgeois.

Ce questionnement incessant sur l'actualité de l'œuvre fait la richesse du spectacle. Il est remarquablement défendu par Jean-Louis Hourdin dans le rôle de Chatterton. Le décor de René Allio joue avec des miroirs où les personnages principaux se reflètent seuls, tandis que se projettent jusqu'au lointain les silhouettes de leurs oppresseurs qui, démultipliés, deviennent foule.

Dominique NORES ■

* Théâtre National de Strasbourg. Ce spectacle sera donné à Paris, au Théâtre Récamier, du 10 janvier au 3 février 1977.

l'alchimiste

Quand ces lignes paraîtront, vous n'aurez plus beaucoup de temps pour y aller. « *L'Alchimiste* », une pièce de Ben Jonson, contemporain, sur le canevas de laquelle le « théâtre emporté » a entrepris dans le style comedia dell'arte, de faire une création collective, mérite plus que ce les critiques lui ont consacré.

Comment juger aujourd'hui le théâtre de jeunes comédiens quand ils n'ont pas un metteur en scène bien connu, qu'ils jouent dans une salle peu connue ou de mauvaise réputation ? Je ne suis pas un « averti » de théâtre. Cela me laisse donc la candeur de dire aux critiques qui ne sont pas allés voir *L'Alchimiste* qu'ils ont commis un oubli professionnel très dommageable. Très dommageable pour les jeunes comédiens, payés à la recette, qui ont travaillé des mois d'arrache-pied pour jouer cette pièce, qui ne palpent aucune subvention. Pourquoi ce silence, alors que d'aucuns s'extasient à France-Culture sur la comedia dell'arte ?

Venons-en à la pièce. Il s'agit d'une création où nous nous trouvons confrontés aux moteurs qui font tour-

ner le monde : l'argent, le pouvoir, le sexe, la faim. Les personnages sont plus évoqués par le plaisir du jeu, des masques, de la mobilité des acteurs que par le texte. On voit ainsi apparaître un escroc qui a compris les mécanismes, magicien des situations personnelles, un politicien véreux avide de recettes pour gagner des voix, un archevêque entamant une croisade pour la puissance de l'église flanqué d'un curé de choc genre aumônier militaire, un comptable étrié qui veut s'éclater, un touriste plein de fric qui cherche de la chair fraîche, une Marie-Chantal avide de sensations... Tout cela dans un tourbillon de rires. Que vous donniez ou non des noms à ces personnages mythiques, vous avez une image grinçante de la société pourrie qui nous est imposée.

Le rire est le ressort de la comedia dell'arte. Dans ce théâtre direct, l'intrigue est secondaire. Les passions sont poussées à leur terme, sans nuances. Le masque impose les sentiments qui agitent chaque personnage. La truculence fait le reste.

Suite d'improvisations longuement mûries, améliorées après chaque passage, *L'Alchimiste* est un bon spectacle. Je serais tenté de dire était car malheureusement le public n'était pas là. La publicité a elle aussi été improvisée, faute de moyens. Quand un théâtre se veut populaire, il ne faut pas, tout imparfait qu'il soit, l'étouffer. Pour survivre à l'heure actuelle les comédiens qui jouent dans cette pièce font des matinées dans les lycées. L'accueil qu'ils reçoivent chez les enfants est enthousiaste. Mais les enfants ont grand cœur et la critique moins « cultivée ».

On peut se précipiter au Théâtre 13, 24, rue Daviel, dans le 13^e, pour les encourager à poursuivre leur expérience. Jusqu'au 29 novembre seulement, c'est dommage.

Yves SPARFEL ■

Vendredi 26 novembre 1976 à 20 h 30 SUR FR3 : Service public : *La bataille du livre*. Une question fondamentale y est posée : la politique des bibliothèques, de l'édition et de la diffusion est-elle réellement adaptée pour réunir tous les moyens en vue de gagner la « bataille du livre » ? Amener à la lecture les 50 % de Français qui ne lisent jamais.

A 21 h 30 sur FR3 : Méditerranée *Rome* (8^e émission). Le développement d'une bourgade d'agriculteurs et de bergers qui deviendra Rome et qui, en six siècles, va conquérir tout le bassin méditerranéen. Pourquoi ? Comment ?

A 22 h 47 sur Antenne 2 : Ciné-club : *Les noces de Wajda*. Un déferlement d'images, de couleurs, de sons et de mouvements d'autant plus appréciable que l'on connaît l'histoire de la Pologne.

Dimanche 28 novembre 1976, de 20 h 40 à 23 h sur France Culture : *La chasse aux frères est ouverte (Chili II)*. Pourquoi un coup d'Etat aussi facile ? Le mythe de l'armée constitutionnaliste, la répression, le stade, la résistance, l'exil. Ce que pensent des Chiliens de l'avenir du Chili et de l'Amérique latine, avec les témoignages de militants du MIR, MAPU, PS, PC. Le récit d'un prisonnier pendant la résistance à l'intérieur des prisons.

A 20 h 30 sur TF1, un film : *L'affaire Mattei* de Francesco Rosi. De l'excellent film-enquête.

Lundi 29 novembre 1976 à 22 h sur TF1 : Document : *Harlem*. Réalisation Franco Contini, d'après des documents de la télévision suédoise. Une vision dure et saisissante de Harlem vue par ses habitants avec des interviews filmées sans complaisance.

Mardi 30 novembre 1976 à 20 h 30 sur Antenne 2 : Les dossiers de l'écran : *Elle court, elle court la banlieue*. Réalisation Gérard Pirès. Une comédie réaliste qui s'appuie sur des situations quotidiennes, L'éloignement systématique du lieu du travail et du domicile, un million de banlieusards empruntent chaque jour leur voiture ou les transports en commun.

Thème du débat : les transports en commun.

Mercredi 1^{er} décembre 1976 à 20 h 30 sur FR3 : *Journal d'un prêtre ouvrier* de Maurice Vidal et Maurice Failevic. Ce film condense à travers l'histoire d'un prêtre ouvrier l'historique du mouvement : la première génération du prêtre ouvrier jusqu'en 1954 (date de l'interdiction de Rome « partout évangéliser un monde incroyant en l'intégrant aux plus humbles ». Les nouvelles générations de prêtres ont maintenant le plus souvent des motivations plus sociales. Le contact avec la classe ouvrière a modifié l'objectif premier, d'où l'adhésion syndicale et même politique.

A 22 h sur TF1 : *La France se dépeuple-t-elle ?* Le comportement des Français à l'égard de la reproduction a changé. Les causes sont-elles économiques, culturelles ? Quelle est l'attitude des jeunes femmes à cet égard ? Quelle est l'influence des techniques modernes de contraception sur la natalité ? Questions auxquelles des couples, des jeunes femmes, des médecins, des personnes âgées apportent leur réponse.

points de vue

La surprise, le choc de la semaine à la télévision, ce fut Zouc. Vendredi, sur TF 1, à 22 h 10, pendant une heure et demie. Indicible. Cette jeune fille, toute vêtue de noir, qui n'est personne et qui est tout le monde — comme « la femme assise » de Copi qui soudain se mouvrait, éclaterait.

Ce n'est ni du sketch ni du monologue. Ça n'entre dans aucun genre. En ouvrant la bouche, en étirant un silence ; par une mimique, une attitude, une patauderie, elle recule toutes les limites, efface les normes, brouille les règles du jeu... Moi, qui la regarde et l'écoute, suis bousculé en dehors de mon rôle de voyeur. Elle ne semble pas « jouer » : elle vit la vie des gens, sans caricature ni effets. Nous pataugeons dans le quotidien, le pathétique, l'informulable. Les frontières, les cadres s'estompent entre folie et normalité, entre enfance et vieillesse, masculin et féminin : tout glisse, tout vibre à l'essentiel. Et la beauté, la laideur, la méchanceté, la bêtise, la souffrance, la tendresse : cela existe par elle dans l'instant avec puissance, et une sensibilité à peine supportable.

Qui donc est Zouc ? Quand elle s'explique, c'est pour dire d'où elle vient : la solitude, la folie nue. Sa seule force, depuis toujours : vouloir aimer et être aimée. Et finalement, ce qu'elle donne, c'est ce qu'on offre aux autres lorsqu'on est revenu d'un voyage terrible au bout de soi, de son corps, de sa nuit. Elle nous en fait avec des riens un rire inouï et grave, intelligent, qui nous renvoie à nous-mêmes.

Evidemment, cela fait mal de passer de Zouc à Denise Fabre, mais cette dernière occupe l'antenne sur TF 1 tout le samedi après-midi (« Restez donc avec nous »). Cucufiante, roulant des noisettes, et distribuant les bises aux téléspectatrices avec une indifférence animée, un mépris subtil. Très à l'aise dans le modèle qu'elle propose, entre *Elle* et *l'Echo de la Mode*. Que vient faire d'ailleurs dans cette galère Pierre Bonte qui joue lourdement le clown blanc ? Sa présence ne se justifie que par sa série « Ma vie est un roman ». Samedi dernier, nous avons écouté Marie-Rose Longuève, vieille bretonne qui fut 58 ans durant domestique : Bonte ne présente pas des gens intéressants ; il nous prouve simplement que les gens sont intéressants.

Du côté des feuilletons, « Jo Gailard », dans la peau de Bernard Freson, était au Québec, en pleine bagarre électorale. C'est d'actualité, sans prétention et plutôt bien fait. D'un côté, des notables (du parti libéral ?) en cheville avec la pègre canadienne très puissante, de l'autre, des jeunes (du Front de libération du Québec ?)... Comme quoi, « tout est politique ». Quant à « Colombo » ma foi on ne crache pas dessus : on est plutôt bon public.

Un chef d'œuvre, lundi soir, au cinéma de FR 3 : *M 15 demande protection*, de Sydney Lumet, qui a signé *Douze hommes en colère*. De l'espionnage feutré à la John Le Carré, dans un Londres de parc et de faubourgs pluvieux ; les personnages épais et complexes. Cela nous a bien consolé du navet de dimanche soir (TF 1) : ce *Qui ?*, de Léonard Keigel, qualifié on ne sait pourquoi de film d'auteur. Clinquant, mécanique, évoluant dans un monde irréel de décapotables et de whiskies à gogo. Et puis, quoi qu'on en dise, Romy Schneider n'est pas Signoret.

Enfin, Malraux est mort. Roger Gicquel (le journal de 20 h, TF 1), l'œil humide, la moue tragique, nous y préparait depuis plusieurs soirs. Zitronne, commentant les banquets les soirées-théâtre d'Hassan II lui donne la réplique.

A propos de Malraux, cette perle de d'Ormesson, académicien et directeur du *Figaro*, répondant à un journaliste : « je l'ai trouvé sur son lit de mort

n'oubliez pas dans la collection histoire et théorie

21 F - 176 pages

DEMAIN P.U.R.S.S.
ROY MEDVEDEV,
L.PLOUCHTCH
ET...

OPPOSITIONS SOVIETIQUES
ET GAUCHE OCCIDENTALE
K. COATES / Y. CRAIPEAU
T. DEUTSCHER / E. MANDEL
F. MAREK / M. MARKOVIC
R. MILTBAN / G. NOVACK
M. PABLO / R. PANNEQUIN

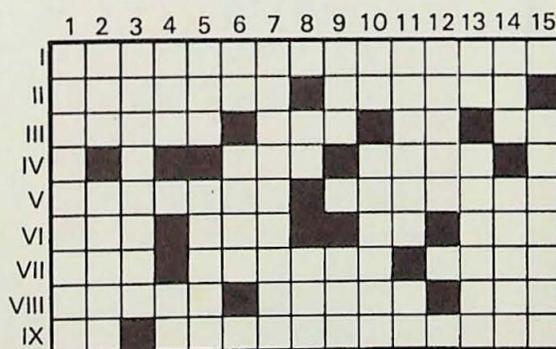
SYROS



tel qu'il était dans la vie... — Comment est-il habillé ? Très simplement, il porte la médaille de la Libération... »
René LANARCHE ■

les mots croisés de TS...

Mots croisés n° 5



Horizontalement

I. Au centre des débats actuels de la gauche. II. On ne s'en sort pas ! - Une tache. III. Donc sortie - Comme la fortune de Dassault - Bouts de verre - Interjection. IV. Vieille vache I - Réponse du précédent. V. Saisit - Ne tourne pas rond. VI. Pris à un évadé - Contente un roitelet - Points - Un état... désordonné. VII. Au fond - A fourni des produits de bain - Faut le faire ! VIII. Fait comme un rat - Traître de théâtre - Peut être pourri. IX. Fin d'infinif - Ont légalement raison, même quand elles ont tort.

Verticalement

1. Pas trafiquée. 2. Recueil de mauvais vers - Ou vidé, ou bouché. 3. Plutôt tordues ! 4. Faisait bouillir - Paresseux à reculons 5. Finit dans la graisse - Conducteurs de Coran. 6. Issu - Exploitations, dans tous les sens du terme. 7. Ne concerne pas l'étoile d'un képi. 8. Un bout de rue - Noble dans un sens et marrant dans l'autre. 9. Très entourée - Un oncle plutôt agressif. 10. On connaît ! - Tourne plus ou moins rond. 11. Mare aux diams - Anonyme. 12. Boucher. 13. Pronom - Ratissée. 14. Du nouveau, mais à l'envers - Liquide un chef. 15. Mais pas forcément garantis.

Mots croisés n° 4 solution

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
I	B	L	U	C	A	G	E	D	E	S	P	R	I	X
II	L	A	C	H	E	U	S	E	S	O	K	N	E	
III	A	C	C	I	D	E	N	T	E	E	S	O	R	
IV	B	I	R	E	S	R	T	E	N	D	U			
V	L	E	J	A	S	G	O	B	A	S	U	S		
VI	A	M	C	Z	O	N	A	L	E	R				
VII	B	E	L	E	H	B	E	T	A	N	T	E	S	
VIII	L	U	E	U	R	E	N	I	G	M	E	U		
IX	A	S	I	J	E	T	R	E	S	S	E	S		

vous êtes concernés

Editions SYROS

9, rue Borromée, 75015 Paris
Collection « Points chauds »
12 F - 104 pages

« Cent pages pour évoquer la perspective de l'après 1978, la probabilité d'une mobilisation de masse, les conditions de possibilité de conseils ouvriers, la logique de l'union de la gauche, les doubles pouvoirs. C'est d'un véritable manuel élémentaire qu'il s'agit, toujours pédagogique, parfois prophétique, rigoureux et passant en revue, avec méthode, les problèmes que se posent aujourd'hui les militants. »

P.H. Hervé HAMON ■

HORS COLLECTION :

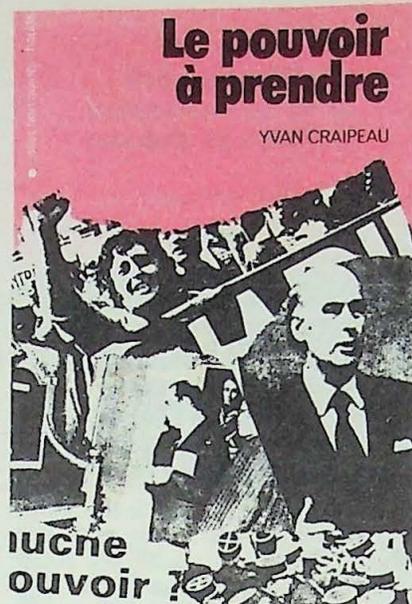
- *CFDT au cœur*, Frédo Krumnow, avril 1976, 192 p., 22 F.
- *Chili 1970-1973, un peuple en lutte*, collectif PSU, 107 p., 10 F.

COLLECTION « HISTOIRE ET THEORIE »

- *Les Mouvements d'émancipation nationale*, A. Nin ; 1975, 203 p., 24 F.
- *Demain l'URSS*, R. Medvedev, L. Pliouchtch... ; mai 1976, 176 p., 21 F.
- *Angola, le prix de la liberté*, J.-P. Cosse, J. Sanchez ; juin 1976, 248 p., 27 F.

COLLECTION « COMBAT CULTUREL »

- *Chansons politiques d'aujourd'hui*, Béranger, Brua, Bulher, Imago, Mouloudjo, Servat, Vigneault ; juin 1976, 96 p., 18 F.



Nous avons déjà reçu 300 réponses au questionnaire du dossier TS, qui sont une mine de renseignements, (« sociologie » du lecteur), d'encouragements, (lettres d'accompagnement, chèques), d'avis et de propositions sur la nouvelle formule.

Le dépouillement est en cours. Nous présenterons d'ici la fin du mois une synthèse difficile des résultats.

Il y a encore beaucoup trop de lecteurs qui n'ont pas répondu

PSU documentation

Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération palestinienne	4,00
N° 86-87-88 Le chômage sous-produit du capitalisme	6,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2,00
N° 103-104-105 Electronucléaire et développement capitaliste	6,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00
N° 108-109 Les rapports Partis-Syndicats	4,00

VIENT DE PARAITRE

N° 110 Comment battre la droite 2,00

Abonnement : 20 F N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

LES PUBLICATIONS DU PSU

TRIBUNE SOCIALISTE, hebdomadaire, tirage de 30.000 exemplaires, reçu par tous les militants et les abonnés. Vente par les sections.

CRITIQUE SOCIALISTE, revue théorique du PSU, ayant pour vocation de préparer et de prolonger le débat autour du projet politique du PSU.

PSU-DOCUMENTATION, support de la formation des militants. Une douzaine de numéros par an.

LUTTES, brochure du secteur entreprise. Support de l'intervention du PSU dans les entreprises.

GERMINAL, journal du secteur agricole du PSU. Parution mensuelle. C'est le support de l'intervention du PSU en milieu rural.

jusqu'au 31-12-1976
Tribune socialiste propose

Abonnement	Prix normal	Offre T.S.
T.S. (6 mois)	70 F	60 F
T.S. (1 an)	120 F	100 F
FORMULE 2		
Abonnement	Prix normal	Offre T.S.
T.S. (1 an)	120 F	140 F
Critique socialiste (1 an)	50 F	
	170 F	
FORMULE 3		
Abonnement	Prix normal	Offre T.S.
T.S. (1 an)	120 F	170 F
C.S. (1 an)	50 F	
PSU-Doc (20 n°)	30 F	
LUTTES (10 n°)	20 F	
GERMINAL (10 n°)	10 F	
	230 F	

une offre supplémentaire

A tous ceux qui s'abonnent à l'une des trois formules,

TS offre :

« r... comme racket pétrolier » avec une forte réduction

Prix normal : 39,50 F

Offre TS : 30 F

(Franco de port)

confrontations



ALAIN MOREAU

Cette semaine nous en sommes à **903** nouveaux abonnements depuis le début de la campagne

Bulletin d'abonnement à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code postal Ville

Je souscris un abonnement :

Formule 1 : 6 mois 60 F

1 an 100 F

Formule 2 : 140 F

Formule 3 : 170 F

Ci-joint versement CCP¹ CB¹

à l'ordre de :

TS : CCP 582665 Paris

J'achète l'ouvrage

« r... comme racket... » 30 F

TOTAL : F

(1) Rayer la mention inutile